



► Note d'orientation

Juin 23

Faire avancer la justice sociale et le travail décent dans les économies rurales

«Nous reconnaissons qu'aucune croissance durable n'est possible sans une agriculture économiquement viable qui génère un revenu stable et gratifiant et crée un travail décent et des emplois et opportunités de qualité pour les agriculteurs et les travailleurs agricoles, leurs familles et les communautés rurales.»

► Sommet 2021 du G20 en Italie, [Agricultural Ministers Communiqué](#), 2021

► Introduction

L'économie rurale présente un potentiel important en matière de création d'emplois décents et productifs et de participation à un avenir du travail centré sur l'humain. Comme cela a été souligné lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2021, à moins de dix ans de 2030, bon nombre des objectifs de développement durable (ODD) ne seront pas atteints sans mesures visant à faire du travail décent une réalité pour

tous ceux qui travaillent dans les systèmes agroalimentaires et les économies rurales, garantissant ainsi que personne ne sera laissée de côté¹.

Étant donné que près de la moitié de la population mondiale vit dans des zones rurales, les économies rurales jouent un rôle majeur dans le maintien de la sécurité alimentaire et la création d'emplois décents. Pourtant, les déficits de travail décent persistent, de nombreux travailleurs ruraux vivant dans la pauvreté et travaillant de manière informelle². Alors que l'emploi rural non agricole gagne en importance dans certaines régions³, l'agriculture est le pilier de nombreuses

¹ ONU, «Résumé et déclaration d'action du Président du Secrétaire général sur le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires», 2021.

² OIT, *Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale*, 2019; Banque mondiale, *Rapport 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée: compléter le puzzle de la pauvreté*, 2018; OIT, *Femmes et hommes dans l'économie informelle: Un panorama statistique*, 2018.

³ OIT, *Empleo informal en la economía rural de América Latina 2012 - 2019: Un panorama y tendencias regionales pre-pandemia COVID-19*, 2021.

économies rurales et de nombreux habitants des zones rurales dépendent de l'agriculture de subsistance pour vivre. Ils sont souvent privés d'infrastructures performantes et de services de qualité, car les investissements en milieu rural sont insuffisants⁴. Les femmes, les jeunes, les travailleurs migrants et les peuples indigènes et tribaux sont de loin les plus touchés.

La situation économique mondiale est dominée par l'impact de crises multiples et interdépendantes, notamment la crise sanitaire, les conflits et les crises prolongées, sans oublier la crise climatique. La justice sociale est menacée dans de nombreux pays. L'impact de ce contexte mondial sur les systèmes agroalimentaires et les économies rurales a mis en évidence les déficits de travail décent et l'aggravation des inégalités⁵. Ces obstacles antérieurs à la crise limitent les perspectives de reprise durable dans de nombreuses régions⁶. Les travailleurs ruraux qui étaient vulnérables avant l'apparition de la pandémie de COVID-19 ont davantage de

difficultés à faire face aux crises actuelles et futures⁷. En outre, les tendances à long terme du monde du travail et des systèmes agroalimentaires, telles que l'évolution démographique, le changement climatique, l'urbanisation et l'innovation technologique, ont des répercussions importantes sur les perspectives de vie et de travail dans les zones rurales à travers le monde⁸.

L'avenir nous offre la possibilité de profiter de cet élan pour engager des transformations et progresser vers des économies rurales plus revitalisées et plus dynamiques. Pour ce faire, nous devons placer les emplois décents au centre des efforts visant à revitaliser les économies rurales et à renforcer leur résilience. En conséquence, les zones rurales deviendront non seulement des lieux de travail et de vie plus attractifs, mais aussi des tremplins pour un développement inclusif, durable et résilient. Cette démarche est essentielle pour progresser vers la justice sociale et un.



© OIT

⁴ DAES de l'ONU, *World Social Report 2021: Reconsidering Rural Development*, 2021.

⁵ OIT, «Impact of COVID-19 on People's Livelihoods, their Health and our Food systems - Joint Statement by ILO, FAO, IFAD, and WHO», 2020; OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde: Tendances 2022*, 2022; OIT, *Le COVID-19 et ses répercussions sur l'agriculture et la sécurité alimentaire*, 2020; OIT, *Le COVID-19 et son impact sur les conditions de travail dans le secteur de la transformation de la viande*, 2021; OIT, *Les effets du COVID-19 sur le secteur de la foresterie*, 2020.

⁶ OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde: Tendances 2022*, 11.

⁷ OIT, *Le COVID-19 et ses répercussions sur l'agriculture et la sécurité alimentaire*, 2020; OIT, *Observatoire de l'OIT sur le monde du travail*. Neuvième édition, 2022.

⁸ FIDA, *Rapport sur le développement rural 2021: La transformation des systèmes alimentaires au service de la prospérité rurale*, 2021; DAES de l'ONU, *World Social Report 2021*; OCDE, *Rural Well-being: Geography of Opportunities*, 2020; T.S. Jayne, F. Kwame Yeboah, et C. Henry, «*The Future of work in African Agriculture: Trends and Drivers of Change*», Document de travail du Département de la recherche de l'OIT, 2017.

► Tendances mondiales des économies rurales: l'avenir du travail et l'impact des crises multiples

La pauvreté est un phénomène essentiellement rural

Sept personnes sur dix vivant dans l'extrême pauvreté résident dans des zones rurales, et 1,5 milliard de personnes modérément pauvres vivent dans des zones rurales, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud⁹. Il est important de noter que deux tiers des personnes extrêmement pauvres travaillent dans le secteur de l'agriculture¹⁰. L'extrême pauvreté mondiale a augmenté en 2020 pour la première fois depuis plus de 20 ans. Déjà entravés par les conflits et le changement climatique, les progrès en matière de réduction de la pauvreté ont également subi un revers en raison de la pandémie de COVID-19.¹¹ Environ 97 millions de personnes supplémentaires vivent dans la pauvreté, et la reprise pourrait ne pas suffire à combler ce fossé, en particulier dans les pays les moins développés¹². En outre, 84,2% des personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle aiguë vivent dans des zones rurales, selon l'indice mondial de pauvreté multidimensionnelle 2020¹³. Cela signifie que les personnes vivant dans les zones rurales sont démunies à différents égards, notamment en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie. Par conséquent, l'éradication de la pauvreté d'ici 2030 nécessitera une attention accrue à la

pauvreté rurale, notamment par le biais de programmes d'investissement visant à lutter contre les pièges spatiaux de la pauvreté dans les zones rurales.¹⁴

La sécurité alimentaire mondiale est intrinsèquement liée à l'avenir du travail dans les économies rurales

Le monde est loin de pouvoir respecter l'engagement d'éliminer la faim d'ici 2030. Entre 702 et 828 millions de personnes ont été touchées par la faim en 2021, soit 150 millions de plus depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19¹⁵. Géographiquement, les régions les plus concernées sont l'Afrique et l'Asie. La faim a touché 278 millions de personnes en Afrique et 425 millions en Asie, soit respectivement 20,2 et 9,1% de la population. Au niveau mondial, l'insécurité alimentaire était plus élevée chez les femmes que chez les hommes en 2021¹⁶. Une nourriture nutritive et abordable est tout particulièrement nécessaire pour nourrir les personnes travaillant dans le secteur agricole et qui sont souvent en situation d'insécurité alimentaire.

Les inégalités entre les pays et au sein des pays suscitent de plus en plus d'inquiétude

Au cours des dernières décennies, une certaine diminution des niveaux d'inégalité entre les pays a été signalée, principalement sous l'effet de la croissance rapide des économies émergentes. Cependant, ces progrès ont été

⁹ La population modérément pauvre est celle qui vit sous le seuil de pauvreté international de 3,20 USD par jour. FIDA, *Rapport sur le développement rural 2021*, 275.

¹⁰ La population extrêmement pauvre est celle qui vit sous le seuil de pauvreté international de 1,90 USD par jour. OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde: Transformer l'emploi pour en finir avec la pauvreté*, 2016.

¹¹ D. Gerszon Mahler, N. Yonzan, C. Laknerr, A. Castaneda Aguilar, et H. Wu, «Updated Estimates of the Impact of COVID-19 on Global Poverty: Turning the corner on the Pandemic in 2021?», *Blog de la Banque mondiale*, 24 juin 2021.

¹² Mahler et autres, «Updated Estimates of the Impact of COVID-19 on Global Poverty».

¹³ OPHI et PNUD, *Indice global de pauvreté multidimensionnelle 2020: Tracer la voie hors de la pauvreté multidimensionnelle*, 2020.

¹⁴ ONU, *Éliminer la pauvreté en milieu rural en vue de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 - Rapport du Secrétaire général*, A/74/257 Soixante-quatorzième session, 2019; FIDA, *Rural Development Report 2016: Fostering Inclusive Rural Transformation*, 2016. Les fossés spatiaux de la pauvreté sont ici compris comme les endroits où le «capital géographique» (le capital physique, naturel, social, politique et humain d'une région) est faible et où la pauvreté est élevée, en partie en raison d'un désavantage géographique. (K. Bird, K. Higgins, et D. Harris, 2010. «Spatial poverty traps - An overview», Document de travail de l'ODI 321/Document de travail du CPRC 16, ODI, Londres).

¹⁵ FAO, *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022: Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable*, 2022.

¹⁶ FAO, *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022*, 30.

contrebalancés par une augmentation des inégalités au sein de la plupart des pays, quel que soit leur niveau de revenu.

Au sein des pays, les disparités spatiales entre les zones rurales et urbaines sont préoccupantes¹⁷. Dans une analyse portant sur 65 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, les inégalités entre zones urbaines et rurales représentaient 40% de toutes les inégalités¹⁸. Ces disparités peuvent nuire au développement en négligeant une part importante de la population rurale, ce qui attise le mécontentement et déstabilise les sociétés. Outre les écarts de revenus importants entre les zones urbaines et rurales, les habitants des zones rurales sont confrontés à des inégalités croissantes en matière d'accès à la protection sociale et aux services publics, notamment aux écoles et aux soins de santé, ainsi qu'à un accès inégal au numérique.

Les déficits de travail décent auxquels sont confrontés les travailleurs ruraux empêchent les économies rurales de développer leur potentiel

Plus d'un travailleur sur quatre travaille dans le secteur de l'agriculture à travers le monde (Fig. 1), le plus souvent en tant que travailleur indépendant ou travailleur familial collaborateur¹⁹. Dans les pays à faible revenu, l'emploi agricole représente plus de la moitié de la main-d'œuvre²⁰.

Les populations rurales sont deux fois plus susceptibles d'occuper un emploi informel que celles des zones urbaines, les taux d'informalité les plus élevés étant enregistrés dans les zones rurales d'Afrique, d'Asie et du Pacifique. Dans le secteur agricole, 93,6% des travailleurs occupent un emploi informel²¹. Dans de nombreux contextes, les mauvaises pratiques en matière de santé et de sécurité au travail (SST), le manque de protection sociale et de protection du travail sont une source de préoccupation. L'agriculture se caractérise également par une forte incidence du travail des enfants et du travail forcé. 70% de tous les enfants qui travaillent, soit 112 millions de garçons et de filles à travers le monde, travaillent dans le secteur de l'agriculture²². Le travail forcé est également répandu dans les zones rurales reculées et dans l'agriculture et la pêche, secteurs dans lesquels le travail forcé est estimé à 11%²³.

¹⁷ DAES de l'ONU, *World Social Report 2020: Inequality in a Rapidly Changing World*, 2020; OIT, *Les inégalités et le monde du travail*, ILC.109/IV(Rev.), 2021, para. 35.

¹⁸ A. Young, «*Inequality, the Urban–Rural Gap, and Migration*», *The Quarterly Journal of Economics* 128, n° 4 (2013): 1727–1785.

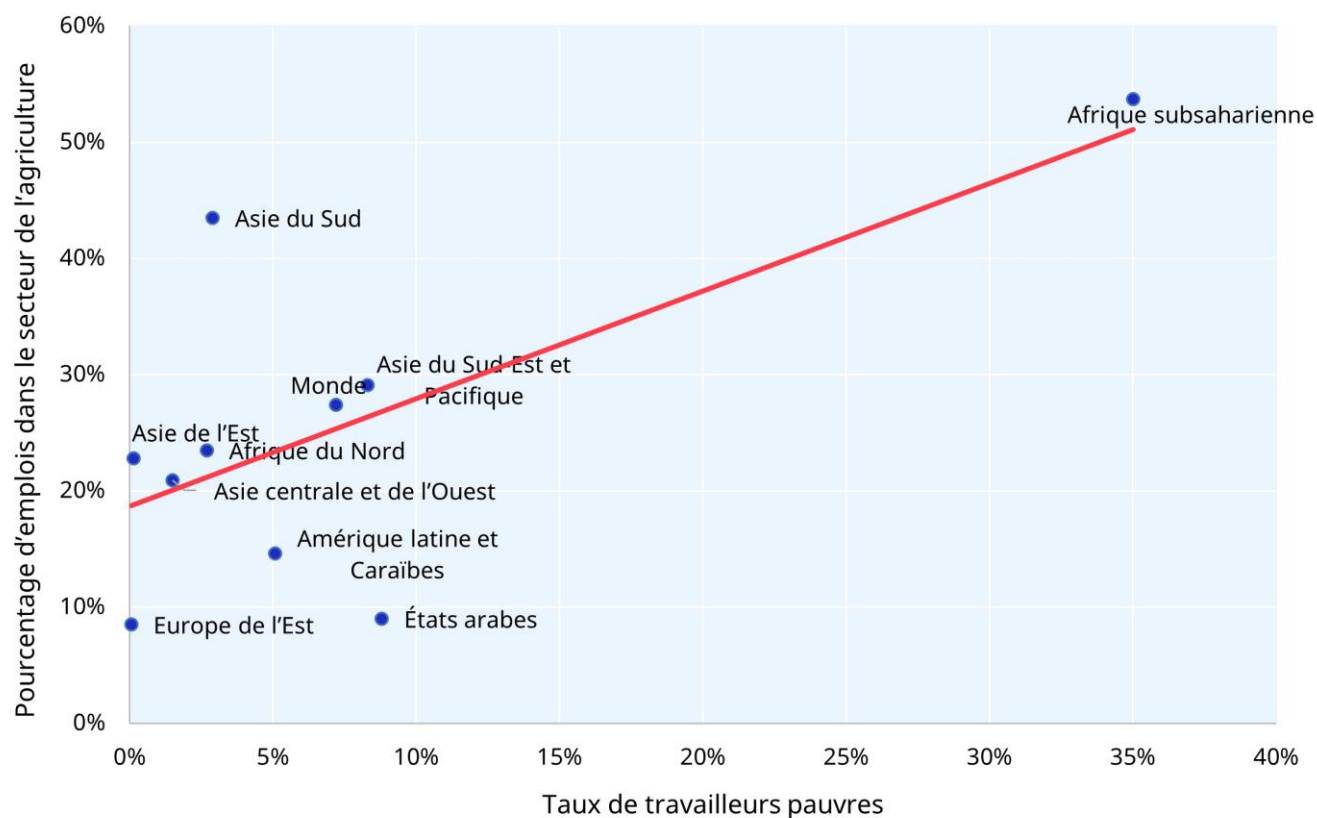
¹⁹ OIT, *Spotlight on Work Statistics no. 11: Rural and Urban Labour Markets*, 2020.

²⁰ ILOSTAT, «*Estimations modélisées du BIT (Novembre 2021)*», consulté le 8 août 2022.

²¹ OIT, *Femmes et hommes dans l'économie informelle*, 20.

²² OIT et UNICEF, *Travail des enfants: Estimations mondiales 2020, tendances et chemin à suivre*, 2021, 9.

²³ OIT et Walk Free, *Estimations mondiales de l'esclavage moderne: travail forcé et mariage forcé*, 2017.



Source : Élaboration de l'auteur à partir de données d'ILOSTAT, Estimations modélisées du BIT, novembre 2021

Figure 1 - Corrélation entre l'emploi dans le secteur de l'agriculture et les travailleurs pauvres dans les régions, 2020 (pourcentages)

Les tendances démographiques qui façonnent le paysage de la main-d'œuvre rurale

L'augmentation de la population mondiale est l'un des principaux moteurs de l'augmentation de la demande en denrées alimentaires, qui proviennent principalement des zones rurales. D'ici fin 2022, la population mondiale devrait

atteindre 8 milliards d'habitants et, d'ici 2050, la planète pourrait en compter 9,7 milliards²⁴. Pour plus de 9 milliards de personnes, la production de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux et de biocarburants devrait augmenter de près de 50% par rapport à 2012²⁵.

En outre, bon nombre des pays pour lesquels les projections de croissance démographique sont les plus élevées sont en grande partie ruraux, et leurs économies dépendent largement de l'agriculture pour l'emploi et la génération de

²⁴ DAES de l'ONU, *World Population Prospects 2022: Summary of Results*, 2022.

²⁵ FAO, *The Future of Food and Agriculture: Trends and challenges*, 2017, 46. Cette estimation de la FAO tient compte des Perspectives démographiques 2019 du DAES de l'ONU selon lesquelles la population mondiale devrait atteindre 9,73 milliards en 2050. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, la production agricole devrait plus que doubler d'ici 2050 pour répondre à l'augmentation de la demande, tandis que dans le reste du monde, l'augmentation prévue serait d'environ un tiers par rapport aux niveaux actuels.

revenus. Dans le même temps, le profil démographique des zones rurales détermine en grande partie la dynamique de leur offre de main-d'œuvre²⁶.

L'explosion démographique de la jeunesse offre une occasion d'accélérer le développement rural dans les pays à forte croissance démographique si les nouveaux arrivants sur le marché du travail peuvent trouver un emploi. Près d'un milliard de jeunes vivent dans les pays en développement, dont près de la moitié dans les zones rurales²⁷. Cette situation pourrait générer un dividende démographique et une croissance des marchés intérieurs²⁸. Cependant, malgré l'amélioration des niveaux d'éducation et de formation, les jeunes hommes et femmes des zones rurales continuent de souffrir de manière disproportionnée du manque d'opportunités d'emplois décents et ont tendance à chercher un emploi (indépendant) dans l'économie informelle²⁹.

Les jeunes femmes et hommes sont particulièrement exposés à l'impact des crises, notamment en termes de chômage et d'inactivité, ainsi que d'opportunités manquées de développement des compétences et de dégradation des perspectives d'emploi. Par exemple, la perte d'emploi mondiale entre 2019 et 2020 est estimée à 8,7% pour les jeunes, contre 3,7% pour les adultes, bien que les variations considérables en fonction du genre et du niveau de revenu des pays doivent être prises en compte³⁰.

L'augmentation du nombre de jeunes qui ne sont pas en emploi, en études ou en formation (NEET) suscite des inquiétudes croissantes. Ce problème se posait déjà pour les jeunes des zones rurales, en particulier les jeunes femmes, même avant la pandémie. En 2019, l'OIT a estimé que la part

des jeunes NEET vivant en zone rurale était de 24,4%, contre 20,2% dans les zones urbaines³¹.

Au cours des prochaines décennies, les systèmes agroalimentaires connaîtront des changements dans la répartition des terres, ce qui aura des répercussions sur l'accès aux ressources agricoles des jeunes générations. Le nombre d'exploitations de taille moyenne devrait augmenter, notamment en Afrique³². Pourtant, sans un soutien adéquat, de nombreuses petites et moyennes exploitations dirigées par des jeunes risquent de ne pas disposer des ressources et de l'envergure nécessaires pour opérer les changements indispensables à une prospérité durable.

La diminution et le vieillissement de la population dans les zones rurales sont des enjeux majeurs, notamment dans les pays développés et dans certaines régions d'Amérique latine et d'Asie³³. Par exemple, dans l'Union européenne (UE), le nombre d'agriculteurs a diminué au cours des dernières décennies et aucun renouvellement des générations n'est observé, puisque seul un agriculteur sur dix a moins de 40 ans³⁴. Ces tendances affectent la composition de la population active rurale, la production agricole et les performances économiques des zones rurales, ainsi que l'organisation socio-économique des communautés rurales et même l'environnement³⁵. Les répercussions peuvent donc être importantes sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, mais aussi sur la vitalité et l'attractivité des économies rurales³⁶.

²⁶ Cette note reconnaît que les changements démographiques sont complexes et présentent des variations considérables d'une région à l'autre, ainsi qu'entre les pays d'une même région, et même au sein des pays.

²⁷ FIDA, *Rapport sur le développement rural 2019: Donner leur chance aux jeunes ruraux*, 2019.

²⁸ FAO, *The Future of Food and Agriculture*, 4.

²⁹ OIT, *Travail décent pour les jeunes ruraux*, 2019. OIT, *Empleo informal en la economía rural de América Latina 2012 - 2019: Un panorama y tendencias regionales pre-pandemia COVID-19*, 2021.

³⁰ A. Barford, A. Coutts, et G. Sahai, «Youth Employment in Times of COVID: A Global Review of COVID-19 Policy Responses to Tackle (Un)employment and Disadvantage among Young People», OIT, 2021; N. O'Higgins et S. Verick, «Statistical Brief: An Update on the Youth Labour Market Impact of the COVID-19 Crisis», OIT, 2021; OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2021*, 2021; OIT, *Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. 7e édition*, 2021.

³¹ ILOSTAT, *Estimations modélisées du BIT (Novembre 2020)*, consulté le 3 août 2022.

³² R. Ruben et G. Beekman, «Agrarian Change and Inclusive Rural Development: Gaps and Challenges», Réunion du groupe d'experts du DAES de l'ONU sur l'élimination de la pauvreté rurale pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 pour le développement durable, CEA, Addis-Abeba, du 27 février au 1^{er} mars 2019.

³³ OCDE 2020, *Rural Well-being*, para. 2; FAO, *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*, 11.

³⁴ M.L. Augère-Granier et J. McEldowney, *Les personnes âgées des zones rurales de l'Union européenne*, EPRS, 2020.

³⁵ K.M. Johnson et D.T. Lichter, «Rural Depopulation: Growth and Decline Processes over the Past Century», *Rural Sociology* 84 (2019): 1-27; D. MacDonald, J.R. Crabtree, G. Wiesinger, T. Dax, N. Stamou, P. Fleury, J. Gutierrez Lazpita, et A. Gibon, «Agricultural Abandonment in Mountain Areas of Europe: Environmental Consequences and Policy Response», *Journal of Environmental Management* 59 (2000): 47-69.

³⁶ Consejo Económico y Social de España, «Informe 02/2021 Un medio rural vivo y sostenible», 2021.

Les femmes sont indispensables à de nombreux systèmes agroalimentaires et de nombreuses économies rurales

Les femmes rurales représentent près de la moitié de la main-d'œuvre agricole dans de nombreux pays à faible revenu, qu'elles soient agricultrices, salariées ou chefs d'entreprise³⁷. Cependant, les femmes rurales sont souvent concentrées dans des emplois informels peu qualifiés et peu productifs, caractérisés par de faibles salaires, de mauvaises conditions de travail et un accès limité à la protection sociale. Elles assument également une part disproportionnée des soins non rémunérés et des tâches ménagères, notamment la préparation des repas et la prise en charge des enfants, des malades et des personnes âgées. Dans les ménages pauvres des pays en développement, le travail non rémunéré des femmes rurales comprend souvent la collecte de bois et d'eau.

Des normes sociales restrictives et des stéréotypes de genre peuvent limiter l'accès des agricultrices aux ressources productives telles que la terre, ou même à des services essentiels comme les services financiers et les services de vulgarisation agricole. Les femmes rurales sont également confrontées à des contraintes dans l'accès à l'éducation et aux opportunités de formation, ainsi qu'aux services d'emploi ou de conseil aux entreprises. Il existe des écarts importants entre les hommes et les femmes en termes de représentation, car les femmes, en particulier celles qui vivent et travaillent dans les zones rurales, sont souvent sous-représentées dans les organisations de travailleurs et d'employeurs ainsi que dans d'autres organisations rurales, notamment aux postes de direction et de gestion.

Dans de nombreux pays, la féminisation de l'agriculture et des zones rurales est en cours, les hommes en âge de travailler se tournant vers des activités non agricoles et migrant hors des zones rurales³⁸. Il est également important de tenir compte des aspects générationnels liés au genre. Les femmes âgées des zones rurales qui reprennent l'exploitation

familiale peuvent ne pas avoir accès aux réseaux et aux ressources nécessaires à la production, à la protection sociale et aux services de soins³⁹. Dans le même temps, investir dans l'autonomisation des jeunes femmes dans les zones rurales, notamment par l'éducation et la lutte contre les normes sociales discriminatoires, contribue à briser les cycles intergénérationnels d'inégalité entre les genres.

La vulnérabilité de nombreuses femmes rurales est encore plus grande en cas de crise, car nombre d'entre elles ne sont pas couvertes par une assurance maladie ou une protection des revenus. En cas de crise sanitaire, telle que la pandémie de COVID-19, les fermetures d'écoles et les besoins supplémentaires en soins des membres malades du foyer peuvent entraîner une charge supplémentaire de travail non rémunéré pour de nombreuses femmes.

La migration des travailleurs ruraux a gagné en importance

Le rôle des **zones rurales en tant que lieux de résidence et d'accueil des migrants** et des populations déplacées fait l'objet d'une attention croissante⁴⁰. Le DAES de l'ONU a estimé le nombre de migrants internationaux à 272 millions (2019) et l'OIT a estimé que le nombre de travailleurs migrants internationaux s'élevait à 169 millions la même année⁴¹. Dans de nombreuses régions, les travailleurs migrants internationaux représentent une part importante de la population active. Ils sont souvent employés dans des secteurs essentiels comme la santé, les transports, les services, l'agriculture et l'agroalimentaire. Les estimations de l'OIT ont montré qu'en 2019, environ 7,1% des travailleurs migrants étaient engagés dans le secteur de l'agriculture⁴², contre 11,1% (16,7 millions) dans les estimations antérieures de l'OIT⁴³. Or, les travailleurs migrants des zones rurales et travaillant dans le secteur de l'agriculture peuvent être exposés à des emplois temporaires, informels ou non protégés, ce qui, notamment dans le contexte de la crise du COVID-19, les a exposés à un risque encore plus grand d'insécurité, de licenciements et de dégradation des

³⁷ OIT, [Donner des moyens d'action aux femmes dans l'économie rurale](#), 2019.

³⁸ V. Slavcheska, S. Kaaria, et S.L. Taivalmaa, «[Feminization of Agriculture in the Context of Rural Transformations: What Is the Evidence?](#)», Banque mondiale, 2016.

³⁹ UNECE, [Policy Brief on Ageing No. 18: Older Persons in Rural and Remote Areas](#), 2017; Gustavo Anríquez et Libor Stloukal, «[Rural Population Change in Developing Countries: Lessons for Policy-making](#)», document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole n° 08-09, 2008.

⁴⁰ Ce paragraphe est inspiré du document [Promouvoir des politiques équitables et efficaces en matière de migration de main-d'œuvre dans l'agriculture et les zones rurales](#), 2019, de l'OIT.

⁴¹ OIT, [ILO Global Estimates on International Migrant Workers: Results and Methodology](#), 2021.

⁴² OIT, [Global Estimates on International Migrant Workers](#), 2021, 13.

⁴³ OIT, [ILO Global Estimates on Migrant Workers: Results and Methodology - Special focus on migrant domestic workers](#), 2015.

conditions de travail⁴⁴. Dans les zones rurales d'origine, la migration peut alléger les pressions sur les marchés du travail locaux, mais aussi accroître la charge de travail de ceux qui restent et exacerber le risque de travail des enfants. Les régions d'origine bénéficient des transferts de fonds des migrants et des aides financières de la diaspora, ainsi que des compétences acquises au cours de leur expérience migratoire s'ils décident de rentrer. Dans les régions de destination, la migration répond aux principaux besoins en main-d'œuvre de l'économie rurale, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la construction, du tourisme, de l'exploitation minière et d'autres activités. Les travailleurs migrants font perdurer de nombreux sites ruraux⁴⁵, et un certain nombre de systèmes agroalimentaires dépendent des travailleurs migrants pour faire face aux pénuries de main-d'œuvre. Compte tenu de cette dynamique, les conditions de recrutement et de travail des travailleurs migrants dans l'économie rurale, y compris dans le cadre des programmes de travailleurs migrants saisonniers, revêtent une importance croissante⁴⁶.

Les zones rurales peuvent exploiter le potentiel de la demande urbaine croissante grâce aux liens entre les zones rurales et urbaines et aux petites villes

D'ici 2050, les deux tiers de la population mondiale vivront dans des zones urbaines (Fig. 2)⁴⁷. De fortes différences caractérisent toujours le monde du travail et les niveaux de vie entre les zones rurales et urbaines.

Un nombre croissant de pays en développement subissent les effets de l'urbanisation sur les moyens de subsistance des

populations rurales⁴⁸. L'urbanisation modifie non seulement la répartition géographique de la population, mais elle a également un impact sur les systèmes agroalimentaires et les économies rurales, où la plupart des denrées alimentaires sont produites⁴⁹. Elle affecte également les modèles de consommation alimentaire, l'utilisation des terres et la répartition des emplois au sein du système agroalimentaire et au-delà⁵⁰.

⁴⁴ OIT, Global Estimates on International Migrant Workers, 2021, 17.

⁴⁵ Voir également B. Jentsch, «Migrant Integration in Rural and Urban Areas of New Settlement Countries: Thematic introduction», *International journal on Multicultural Societies* 9, n° 1 (2007): 1-12.

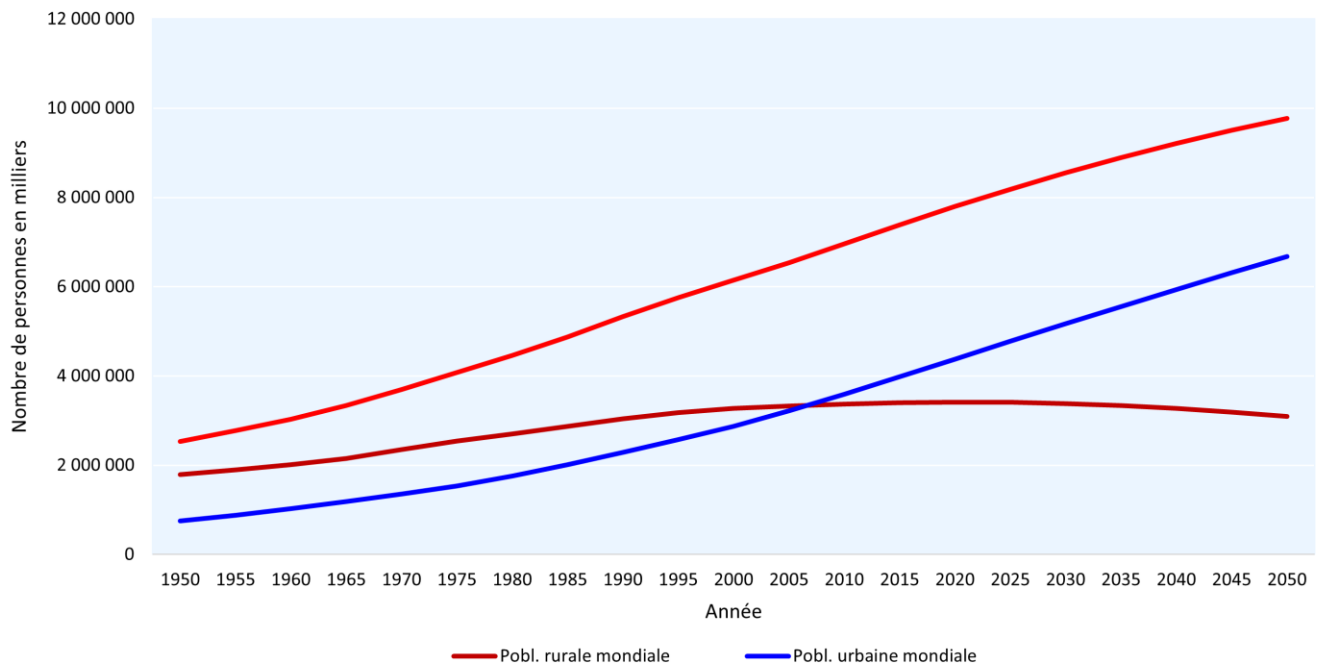
⁴⁶ OIT, Promouvoir des politiques équitables et efficaces en matière de migration de main-d'œuvre dans l'agriculture et les zones rurales, 3.

⁴⁷ DAES de l'ONU, *World Urbanization Prospects: The 2018 Revision*, 2019.

⁴⁸ OIT, *Rural-Urban Labour Statistics*, 20e Conférence internationale des statisticiens du travail, 2018; S. De Bruin, J. Dengerink, et J. Van Vilet, «Urbanisation as Driver of Food System Transformation and Opportunities for Rural Livelihoods», *Food Security* 13, (2021): 781-798.

⁴⁹ FAO, The Future of Food and Agriculture, 29.

⁵⁰ De Bruin et autres., «Urbanisation as Driver of Food System Transformation», 781.



Source: Élaboration de l'auteur à partir des données World Urbanization Prospects du 2018 de l'UNDESA

Figure 2 - Population mondiale rurale et urbaine, projections, 1950-2050

Il convient de noter que certaines des agglomérations urbaines qui connaissent la croissance la plus rapide sont des villes de moins d'un million d'habitants, dont beaucoup se trouvent en Afrique et en Asie⁵¹. Ce schéma indique que les **petites villes et les villes secondaires** situées dans les zones rurales peuvent contribuer à une transformation structurelle inclusive et à une réduction plus rapide de la pauvreté, grâce à la multiplication des opportunités dans le «missing-middle» (ou chaînon manquant)⁵². En favorisant les liens entre les zones rurales et les zones urbaines et en diversifiant les possibilités d'emploi, les habitants des zones rurales pourraient être plus nombreux à travailler dans les petits centres urbains ou à s'y établir, et ces centres urbains

pourraient progressivement devenir des nœuds régionaux pour la revitalisation de l'économie rurale⁵³.

Les économies rurales sont de plus en plus intégrées aux marchés nationaux et internationaux

Grâce à la logistique moderne et aux technologies numériques, la production de biens et de services est de plus en plus dispersée entre les pays et au sein de ceux-ci⁵⁴. Les économies rurales qui sont plus tournées vers l'extérieur et capables de tirer parti de leur avantage concurrentiel peuvent en être favorisées. Dans le même temps, la polarisation

⁵¹ DAES de l'ONU, World Urbanization Prospects.

⁵² Pour Christiaensen et Todo (2014), le «missing middle» comprend les activités rurales non agricoles et les emplois dans les secteurs de la construction, du transport ou du commerce dans les villes rurales. L. Christiaensen et Y. Todo, «Poverty Reduction during the Rural-Urban Transformation: The role of the Missing Middle», *World Development* 63, (2014): 43-58.

⁵³ L. Christiaensen et R. Kanbur, «Secondary Towns, Jobs and Poverty Reduction: Introduction to World Development Special Symposium», *World Development* 108, (2018): 219-220; Christiaensen et Todo, «Poverty Reduction during the Rural-Urban Transformation».

⁵⁴ J. Greenville, K. Kawasaki et M.A. Jouanjean, «Value Adding Pathways in Agriculture and Food Trade: The Role of GVCs and Services», OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers No. 123, 2019.

spatiale pourrait s'accroître dans les régions où la productivité est plus faible et où les possibilités d'investissement dans l'industrie agroalimentaire et l'économie rurale non agricole sont limitées⁵⁵. Par conséquent, les investissements visant à stimuler la productivité, à faciliter les exportations et à développer les compétences peuvent renforcer la compétitivité rurale et assurer une répartition spatiale plus équitable des activités économiques⁵⁶.

Les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires cherchent de plus en plus à garantir un approvisionnement tout au long de l'année, tant en termes de disponibilité que de diversité des produits. Un tel processus implique de s'approvisionner dans plusieurs régions aux calendriers saisonniers différents⁵⁷. Les producteurs agricoles et les autres personnes impliquées dans les activités économiques rurales peuvent ainsi bénéficier de nouvelles opportunités. Cependant, les petits producteurs et les travailleurs ruraux risquent fort d'être distancés, car ils sont confrontés à des obstacles sous-jacents en matière d'accès aux marchés, à l'information, au développement des compétences, entre autres, qui les empêchent de se démarquer dans les chaînes d'approvisionnement⁵⁸.

Le potentiel de transformation d'une transition juste dans les économies rurales est encore inexploité

Étant donné leur dépendance relativement importante à l'égard des ressources naturelles, de nombreuses communautés rurales sont directement exposées aux effets du changement climatique et peuvent être affectées par les transformations structurelles que rencontrent les industries manufacturières et les industries basées sur les ressources naturelles. Environ 40% de l'emploi mondial dépend directement de l'environnement et des services écosystémiques⁵⁹. Les zones rurales sont souvent exposées

aux risques liés au changement climatique et aux catastrophes naturelles, lesquelles se multiplient et gagnent en intensité. Les déficits de travail décent dans l'économie rurale peuvent favoriser la destruction de l'environnement. Par exemple, les ménages ruraux pauvres qui n'ont pas accès à la protection sociale peuvent recourir à des formes non durables d'extraction des ressources naturelles pour leur subsistance⁶⁰.

Le changement climatique menace les revenus agricoles et les emplois ruraux. Par exemple, les conséquences pourraient être considérables pour l'agriculture pluviale, qui représente actuellement environ 60% de la production agricole mondiale et couvre 96% des terres cultivées en Afrique subsaharienne⁶¹. Sans mesures adaptées, les agriculteurs pratiquant l'agriculture pluviale dans les régions vulnérables pourraient être contraints de migrer. En outre, la production alimentaire mondiale est appelée à se développer en réponse à l'augmentation de la demande mondiale. Toutefois, cette augmentation de la demande risque de compromettre la capacité des pays à répondre à leurs besoins alimentaires à long terme.

L'adoption de pratiques durables et le renforcement de la résilience des zones rurales sont essentiels aux efforts d'adaptation au changement climatique. Les pratiques agricoles durables gagnent en importance. Par exemple, des approches telles que l'agriculture de conservation, l'agriculture biologique et l'agroécologie font l'objet d'une attention accrue⁶². Ces approches visent non seulement à optimiser les rendements, mais aussi à préserver les ressources naturelles et à réduire les déchets, tout en répondant aux besoins sociaux des zones rurales⁶³.

Des emplois verts peuvent également être créés dans d'autres secteurs de l'économie rurale, tels que les énergies renouvelables et l'économie circulaire⁶⁴. Près de 6 millions d'emplois peuvent être créés en se détournant du modèle consistant à extraire-produire-consommer-jeter pour adopter le recyclage, la réutilisation, la refabrication, la location et

⁵⁵ F.J. Proctor et J.A. Berdegú, «[Food Systems at the Rural-Urban Interface](#)», RIMISP Working Papers No. 194, 2016.

⁵⁶ Greenville et autres, «[Value Adding Pathways](#)».

⁵⁷ Proctor et Berdegú, «[Food systems at the rural-urban interface](#)», 12.

⁵⁸ FAO, *The Future of Food and Agriculture*; Jane Nelson, «[No Smallholder Farmer Left Behind](#)» dans *Leave No One Behind: time for Specifics on the Sustainable Development Goals*, Brookings Institution Press, 2020, 59-78.

⁵⁹ OIT, *Emplois et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois*, 2018.

⁶⁰ OIT, Une économie verte et créatrice d'emplois, 28.

⁶¹ OIT, Une économie verte et créatrice d'emplois; OIT, *Une transition juste*.

⁶² OIT, Une économie verte et créatrice d'emplois; FAO, *Final Report for the International Symposium on Agroecology for Food Security and Nutrition*, 2015; O. De Schutter, «[Why We Need an Agroecological Revolution](#)», *Rural 21 The International Journal for Rural Development* 52, (2018): 6-7.

⁶³ FAO, *The Future of Food and Agriculture*, 49.

⁶⁴ OIT, Une économie verte et créatrice d'emplois; C. Saget, A. Vogt-Schilb et T. Luu, *Jobs in a Net-Zero Emissions Future in Latin America and the Caribbean*, BID et OIT, 2020.

l'allongement de la durée de vie des biens⁶⁵. Repenser les systèmes alimentaires sur la base des principes de l'économie circulaire permet de raccourcir les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires et de les rendre plus efficaces en termes de ressources⁶⁶. La hausse des prix de l'énergie peut permettre aux zones rurales de produire davantage d'énergie renouvelable⁶⁷.

Tirer le meilleur parti du changement technologique pour les économies rurales

Le déploiement de la technologie dans le monde du travail s'intensifie rapidement avec des changements majeurs dans les processus de production et les pratiques de travail à travers le monde. La numérisation de l'économie rurale peut présenter des avantages économiques, sociaux et environnementaux si elle est encouragée par une démarche inclusive.

Des technologies telles que l'imagerie aérienne par satellite, les capteurs de surface verte, les cartes des sols et les points de données météorologiques peuvent renforcer la productivité et promouvoir des pratiques de production plus durables⁶⁸. Par exemple, les téléphones portables peuvent améliorer les activités dans les exploitations (irrigation, gestion des sols et des parasites) et permettre aux agriculteurs d'accéder aux services de vulgarisation. En outre, parallèlement à l'amélioration des efforts de prévention, les technologies de l'information et des communications (TIC) et autres nouvelles technologies peuvent améliorer les résultats en matière de SST dans les zones rurales⁶⁹. Plusieurs solutions technologiques permettent d'éliminer l'exposition des enfants à des travaux dangereux et susceptibles de nuire à leur

développement dans le secteur de l'agriculture⁷⁰. Les progrès des technologies de communication et de la culture numérique peuvent offrir de nouvelles possibilités d'emploi dans l'économie rurale non agricole, en particulier pour les jeunes générations. Par exemple, les drones peuvent être utilisés pour le transport de marchandises vers des zones rurales plus éloignées⁷¹. Grâce aux applications mobiles, les populations rurales peuvent avoir accès à des services financiers ainsi qu'à des outils de développement des compétences et de recherche d'emploi et, plus largement, aux services publics de l'emploi. De même, les technologies numériques peuvent être utilisées pour contrôler le respect de la réglementation du travail et fournir des services d'administration virtuelle du travail⁷².

Toutefois, compte tenu des inégalités existantes en matière d'accès aux technologies, les innovations numériques doivent être accessibles et abordables pour les petits exploitants agricoles, en tenant dûment compte des femmes dans les zones rurales. À ce titre, la promotion de la connectivité rurale et le développement des compétences, en particulier la culture numérique, sont aujourd'hui des priorités. Étant donné que les marchés du travail ruraux exigeront davantage de compétences numériques, des investissements sont nécessaires pour que les travailleurs ruraux puissent s'adapter au marché du travail tout au long de leur vie et à mesure que le processus de transformation structurelle progresse et que de nouvelles possibilités d'emploi apparaissent dans divers métiers et secteurs⁷³.

⁶⁵ L'économie circulaire désigne la transformation de la production industrielle en vue de réduire les déchets et de limiter l'impact sur l'environnement naturel, dans le but de découpler progressivement la croissance de la consommation de ressources naturelles. Près de 6 millions d'emplois peuvent être créés en se détournant du modèle consistant à extraire-produire-consommer-jeter pour adopter le recyclage, la réutilisation, la refabrication, la location et l'allongement de la durée de vie des biens. Cela induit notamment un redéploiement des secteurs minier et manufacturier vers la gestion (recyclage) et les services (réparation, location) en matière de déchets. Voir également: OIT, Une économie verte et créatrice d'emplois, 1.

⁶⁶ FAO, *Les 10 éléments de l'agroécologie: Guider la transition vers des systèmes alimentaires et agricoles durables*, 2018; FAO, « Plateforme des connaissances sur l'agroécologie ».

⁶⁷ L. Raderschall et A. Sanabria, "Rural Areas to the Rescue: How Rural Renewables are Driving the Green Transition", *OECD Cogito Blog*, consulté le 8 juillet 2022.

⁶⁸ FAO et UIT, *E-Agriculture in Action: Drones for Agriculture*, 2018.; UIT et FAO, *Status of Digital Agriculture in 18 Countries of Europe and Central Asia*, 2020; FAO et UIT, *Status of Digital Agriculture in 47 Sub-Saharan African Countries*, 2022.

⁶⁹ OIT, *La sécurité et la santé au cœur de l'avenir du travail: Mettre à profit 100 ans d'expérience*, 2019.

⁷⁰ OIT, *Ending Child Labour by 2025: A Review of Policies and Programmes*, 2018; OIT et UNICEF, *Travail des enfants: Estimations mondiales 2020, tendances et chemin à suivre*, 2021.

⁷¹ OCDE, *Rural Well-Being: Geography of Opportunities*, 2020.

⁷² Voir G. Reinecke, « Enfoques específicos para el trabajo rural y agrícola », dans *Políticas de Formalización en América Latina: Avances y Desafíos*, OIT, 2018.

⁷³ OIT, *Faire face à la crise et favoriser un développement inclusif et durable grâce à une nouvelle génération de politiques globales en faveur de l'emploi*, ILC.110/Rapport V, 2022; IFPRI, *2019 Global Food Policy Report*, 2019.

La pandémie de COVID-19 a atteint les zones rurales et a accentué la pression

En raison de la pandémie de COVID-19, le marché mondial du travail a enregistré une perte d'heures de travail sans précédent, qui représente l'équivalent de 125 millions d'emplois à temps plein en 2021⁷⁴. Les confinements et autres mesures adoptées pour enrayer la propagation du coronavirus ont perturbé les marchés du travail à travers le monde, et rares sont les travailleurs à avoir été épargnés⁷⁵. Bien que la pandémie et la crise qui s'en est suivie aient d'abord touché les zones urbaines, elles ont également atteint les zones rurales, exacerbant ainsi de nombreux problèmes et inégalités préexistants⁷⁶.

Les activités économiques rurales liées à la production et à la distribution de denrées alimentaires ont été jugées essentielles pour assurer la sécurité alimentaire et le bien-être de la population. Cependant, de nombreux travailleurs et producteurs agricoles s'exposaient à des risques supplémentaires en matière de SST. La fermeture des frontières et les restrictions sur la mobilité et le transport ont suscité des inquiétudes quant aux pénuries de main-d'œuvre, à l'indisponibilité des principaux intrants agricoles et à l'accès aux marchés⁷⁷. En raison de l'informalité généralisée dans les économies rurales, de nombreux petits exploitants et travailleurs informels n'ont pas pu profiter des mesures adoptées dans le but de soutenir les revenus et les entreprises⁷⁸.

Dans le même temps, les travailleurs ruraux et leurs familles ont moins accès à la protection sociale, et l'accès aux soins de santé dans les zones rurales est souvent limité et difficile⁷⁹. Pendant la pandémie de COVID-19, l'absence de protection sanitaire et de sécurité des revenus a contraint les travailleurs ruraux à travailler même lorsqu'ils étaient malades, mettant ainsi leur santé en danger et sapant les efforts publics visant à enrayer la pandémie⁸⁰. Même si de nombreux gouvernements ont étendu la protection sociale aux travailleurs non concernés auparavant, la plupart de ces mesures étaient temporaires et souvent insuffisantes pour répondre aux besoins les plus urgents⁸¹. Certaines communautés rurales ont également dû faire face à une réduction des transferts de fonds, voire à des afflux massifs de migrants rapatriés, alors que les difficultés d'approvisionnement en nourriture et en fournitures s'aggravaient⁸². Les peuples autochtones des régions reculées ont dû faire face à des défis supplémentaires en raison de leur accès limité aux informations sur la santé publique et aux soins de santé⁸³. Les zones rurales avec une population vieillissante importante étaient plus touchées, le risque de complications et de mortalité dues au COVID-19 étant plus élevé chez les personnes âgées⁸⁴.

En outre, la crise économique a eu des répercussions importantes sur la pauvreté et la sécurité alimentaire, en particulier dans les zones rurales des pays en développement. Les crises successives ont également mis en évidence les risques disproportionnés auxquels sont confrontés les petits exploitants, qui disposent généralement de ressources et d'une épargne limitées pour faire face aux fluctuations de revenus et qui ont acheté généralement des denrées

⁷⁴ OIT, *Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. Huitième édition - Estimations actualisées et analyses*, 2021.

L'estimation est basée sur une durée de travail de 48 heures par semaine.

⁷⁵ OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2021*, 2021.

⁷⁶ OIT, *Le COVID-19 et ses répercussions sur l'agriculture et la sécurité alimentaire*, 2020; OCDE, *OECD Regional Outlook 2021: Addressing COVID-19 and Moving to Net Zero Greenhouse Gas Emissions*, 2021; Jawoo J. Koo, C. Ringler, A. Ghosh, et C. Azzarri, «Rural Populations Face Heightened COVID-19 Risks», blog de l'IFPRI (recherche), 12 mai 2021.

⁷⁷ OIT, *Le COVID-19 et ses répercussions sur l'agriculture et la sécurité alimentaire*, 2.

⁷⁸ OIT, *Évaluation rapide de l'impact du COVID-19 sur l'économie informelle dans les pays en développement et émergents*, 2020.

⁷⁹ OIT et FAO, *Étendre la protection sociale aux populations rurales: Perspectives pour une approche commune entre la FAO et l'OIT*, 2021; OCDE, *OECD Regional Outlook 2021*, 19; P. Ranscombe, «Rural Areas at Risk During COVID-19 Pandemic», *The Lancet Infectious Diseases* 20, No. 5, (2020): 545.

⁸⁰ OIT, *La crise du COVID-19 et l'économie informelle: réponses immédiates et défis à relever*, Social Protection Spotlight, 2020; OIT, *Rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022: La protection sociale à la croisée des chemins – bâtir un avenir meilleur*, 2021.

⁸¹ OIT, *La crise du COVID-19 et l'économie informelle*; OIT, *Extending Social Protection to Informal Workers in the COVID-19 Crisis: Country Responses and Policy Considerations*, Social Protection Spotlight, 2020.

⁸² C. Sanchez-Paramo, *COVID-19 : pourquoi il est important de cerner qui sont les «nouveaux pauvres»*, blog de la Banque mondiale, 13 août 2020.

⁸³ R. Lane et J. Cerda, *Policy Brief No. 70: The Impact of COVID-19 on Indigenous Peoples*, DAES de l'ONU, 2020.

⁸⁴ OCDE, *Addressing COVID-19 and Moving to Net Zero Greenhouse Gas Emissions*, 17.

alimentaires au prix grand public⁸⁵. La hausse des prix des denrées alimentaires les a affectés en tant qu'acheteurs, mais ne leur a pas rapporté grand-chose en tant que vendeurs. L'importance de l'informalité dans les zones rurales réduit la capacité de résistance de ces populations aux crises futures⁸⁶.

Les perspectives mondiales de l'économie et de l'emploi restent incertaines et fragiles

Des défis de longue date tels que le changement climatique, les réalités démographiques et l'inégalité des progrès technologiques ont été aggravés par la pandémie de COVID-19. En outre, la hausse des prix des denrées alimentaires, des carburants et des engrais, ainsi que les conflits, suscitent des inquiétudes croissantes quant à leur impact sur le monde du travail, en particulier dans les zones rurales (Fig. 3). Les projections WESO 2022 de l'OIT prévoyaient que le taux d'activité mondial resterait inférieur à son niveau de 2019, tandis que le nombre total de personnes sans emploi se maintiendrait à environ 207 millions. Les préoccupations concernant le sous-emploi restent également élevées, en particulier pour les jeunes d'Afrique du Nord⁸⁷. La reprise de l'emploi est inégale. Elle est beaucoup plus rapide dans les économies avancées que dans les pays en développement, et des progrès inégaux sont observés au sein des pays et des secteurs, ce qui aggrave le retard des groupes défavorisés et durement touchés et fait que de nombreuses entreprises luttent pour survivre⁸⁸.

En outre, l'impact sera inégal selon que les pays sont exportateurs ou importateurs de produits de base, dans un contexte de pression à la hausse prolongée sur les prix des denrées alimentaires, des carburants et des engrais⁸⁹. Selon les simulations de la FAO, à travers le monde, le nombre de personnes sous-alimentées pourrait augmenter de 8 à 13 millions de personnes en 2022/23⁹⁰. De nombreuses communautés rurales sont particulièrement vulnérables aux effets négatifs des prix élevés et volatils des produits agricoles de base, car elles achètent souvent des denrées alimentaires au prix grand public. Toute baisse de l'activité agricole pourrait se traduire par une diminution de la demande de main-d'œuvre agricole, ce qui aurait des conséquences néfastes pour de nombreux travailleurs ruraux dont le revenu dépend en grande partie des salaires agricoles⁹¹.

⁸⁵ FIDA, Rapport sur le développement rural 2021, 122; C. Béné, D. Bakker, M.J. Chavarro, B. Even, J. Melo et A. Sonneveld, *Impacts of COVID-19 on People's Food Security: Foundation for a More Resilient Food System – Executive Summary*, CGIAR Covid-19 Hub, février 2021.

⁸⁶ OIT, *Les inégalités et le monde du travail*, ILC.109/IV(Rev), 2021, para. 62.

⁸⁷ OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde: Tendances 2022*, 2022. OIT, *Observatoire de l'OIT sur le monde du travail. Neuvième édition*, 2022.

⁸⁸ OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde: Tendances 2022*. OIT, *Un crecimiento débil y crisis global frenan la recuperación del empleo en América Latina y el Caribe, Nota técnica Serie Panorama Laboral en América Latina y el Caribe*, 2022.

⁸⁹ OIT, *Effets de la crise en Ukraine sur le monde du travail: premières évaluations*, 2022; UNCTAD, *Global Impact of War in Ukraine on Food, Energy and Finance Systems*, 2022.

⁹⁰ FAO, *Information Note: The Importance of Ukraine and The Russian Federation for Global Agricultural Markets and the Risks Associated with the War in Ukraine*, 2022.

⁹¹ T. Nkuzimana, E. Custodio, A.C. Thomas, N. Tefera, A. Perez Hoyos et F. Kayitakire, *Global Analysis of Food and Nutrition Security Situation in Food Crisis Hotspots* CE, CIR, FAO et PAM, 2016; J. Compton, S. Wiggins et S. Keats, *Impact of the Global Food Crisis on the Poor: What is the Evidence?* ODI, 2010.

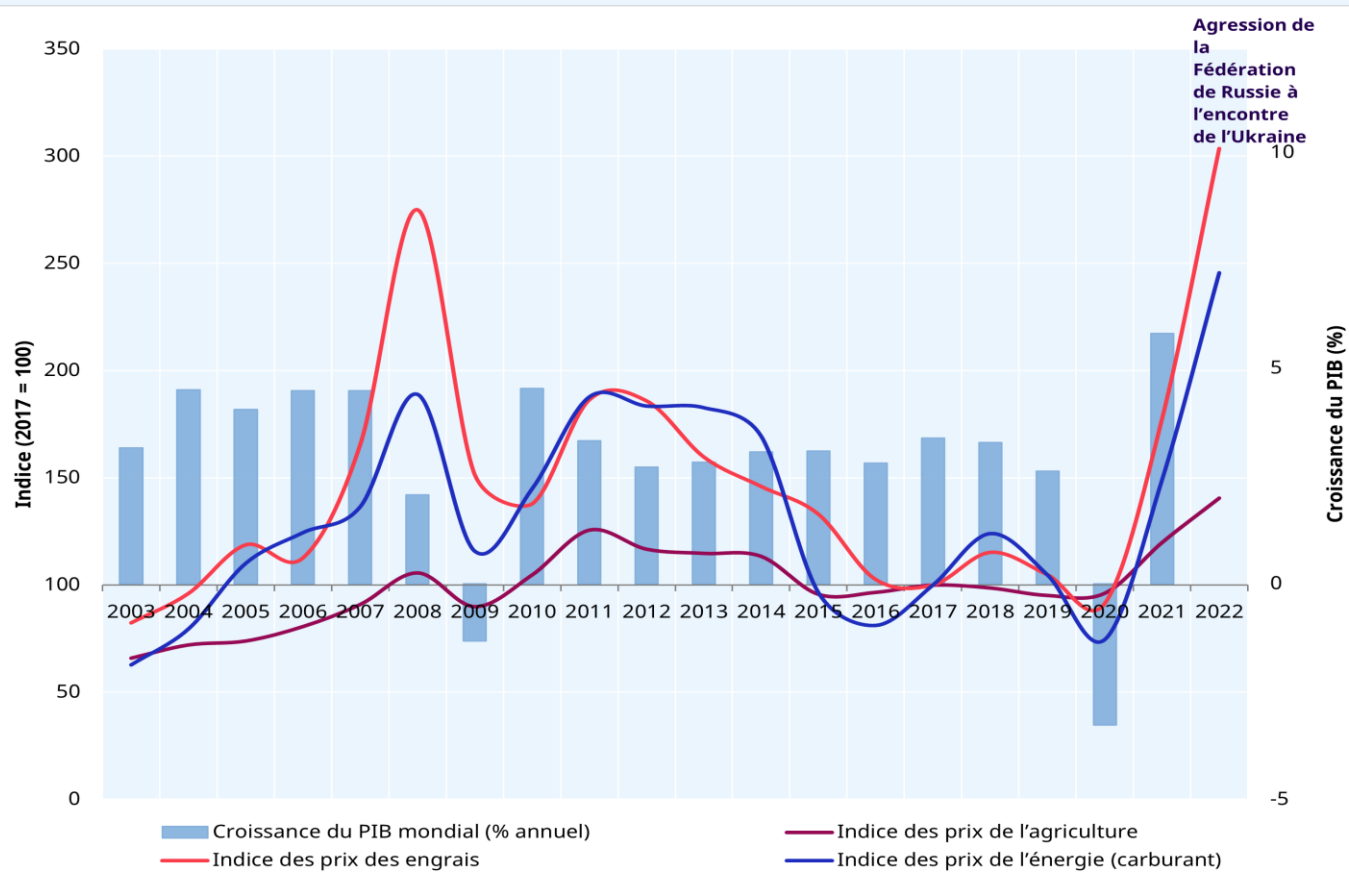


Figure 3 - Des préoccupations croissantes en matière de sécurité alimentaire mondiale

► Vers des économies rurales inclusives, durables et résilientes

La promotion d'économies rurales inclusives, durables et résilientes apparaît comme une priorité, en particulier dans un contexte de crises prolongées et récurrentes. Il est également possible d'exploiter le potentiel des économies rurales pour le travail décent, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire, tout en veillant à ne négliger personne.

La voie à suivre est guidée par la Commission 2008 de la CIT sur l'emploi rural pour réduire la pauvreté, qui a fourni à l'OIT le Plan d'action pour la promotion du travail décent dans les zones rurales. Ce plan constitue le cadre politique de l'action de l'OIT dans l'économie rurale et comprend des domaines prioritaires englobant les quatre piliers du travail décent, tout en reconnaissant la mission et l'avantage particulier de l'OIT et de son cadre normatif⁹².

Avancer vers une transformation des économies rurales centrée sur l'homme

À l'avenir, les politiques de transformation des économies rurales centrées sur l'homme devront tenir compte d'un monde plus volatil, incertain et complexe, avec des réalités sociales, économiques, environnementales et technologiques en constante évolution. Ces cadres politiques ont un rôle important à jouer pour renforcer la résilience et mieux se préparer aux crises futures. À cet égard, en cas de choc ou de crise, une *action politique immédiate* est nécessaire pour protéger et réinsérer les femmes et les hommes des zones rurales dans le monde du travail et assurer la poursuite des activités dans les économies rurales. En outre, des réponses

politiques qui *s'attaquent aux inégalités* et soutiennent les *transformations* dans les économies rurales sont également nécessaires pour façonner l'avenir du travail tel que nous le souhaitons pour les zones rurales.

Tous les efforts de reprise et de revitalisation des économies rurales doivent être ancrés dans des instruments juridiques internationaux et soutenus par le dialogue social.

La Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP), adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en 2018, constitue un instrument international important répondant aux préoccupations des populations rurales. L'UNDROP vise à mieux protéger les droits de toutes les populations rurales, y compris les paysans, les pêcheurs, les nomades, les travailleurs agricoles et les peuples autochtones, et à améliorer les conditions de vie, ainsi qu'à renforcer la souveraineté alimentaire, la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité. L'UNDROP repose sur plusieurs instruments internationaux contraignants en matière de droits de l'homme, notamment les conventions pertinentes de l'OIT⁹³.

Les normes internationales du travail (NIT) sont essentielles pour garantir une approche fondée sur les droits dans la transformation de l'économie rurale afin qu'elle soit inclusive, durable et résiliente⁹⁴. La mise en œuvre des NIT est essentielle pour que les économies rurales puissent se remettre de l'impact des crises⁹⁵. Il s'agit notamment d'assurer le respect des principes et droits fondamentaux au travail, ainsi que de promouvoir la ratification et l'application des normes internationales du travail pertinentes pour la promotion du travail décent dans l'économie rurale⁹⁶.

Le dialogue social définit les bases de la prospérité des zones rurales⁹⁷. Grâce au dialogue social, les pays pourront identifier la combinaison de politiques adéquate et trouver des solutions pour une reprise centrée sur l'humain. Le dialogue social est un pilier essentiel de la coordination entre les institutions et les partenaires sociaux en vue de la revitalisation rurale. Les

⁹² OIT, [Résolutions adoptées par la Conférence internationale du Travail à sa 97^e session](#), Conférence internationale du Travail, 97^e session, 2008.

⁹³ Assemblée générale de l'ONU, résolution 39/12, [Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales](#), A/HRC/RES/39/12, 2018.

⁹⁴ OIT, [Droits au travail dans l'économie rurale](#), 2019.

⁹⁵ ONU, [Secretary-General's Policy Brief: Investing in Jobs and Social Protection for Poverty Eradication and a Sustainable Recovery](#), 2021.

⁹⁶ OIT, [Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale: Annexe I: Instruments](#), 2019.

⁹⁷ OIT, [Promouvoir le dialogue social dans l'économie rurale](#), 2019; OIT, [Donner une voix aux travailleurs ruraux - Étude d'ensemble sur les instruments relatifs au droit d'association et aux organisations de travailleurs agricoles](#), Rapport III (Partie 1B), Conférence internationale du Travail, 104^e session, Genève, 2015.

organisations de travailleurs et d'employeurs ont un rôle à jouer dans la défense du droit de tous les travailleurs et employeurs à s'organiser et à adhérer aux organisations de leur choix, afin que les institutions du dialogue social puissent s'attaquer aux déficits de travail décent dans les zones rurales. La pandémie a montré qu'une collaboration efficace entre les gouvernements et les partenaires sociaux est le meilleur moyen de mettre en œuvre une politique en réponse à cette crise et à la prochaine. Les institutions et les partenaires sociaux jouent également un rôle actif dans la promotion d'une image sociale et économique positive des zones rurales, et d'une prise de conscience accrue et partagée de leur potentiel. Ainsi, la croissance et le développement des organisations d'employeurs et de travailleurs ruraux constituent une étape essentielle, de même que l'encouragement des liens avec les organisations nationales d'employeurs et de travailleurs. Le renforcement des capacités des gouvernements nationaux et locaux, ainsi que des partenaires sociaux, est essentiel pour formuler et mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes visant à la reprise de l'économie⁹⁸.

Encadré 1

Statistiques du travail et données sur le travail décent pour une reprise centrée sur l'humain dans les économies rurales

Les statistiques du travail rural et les données sur le travail décent dans l'économie rurale contribuent à une meilleure compréhension des dynamiques changeantes dans les économies rurales. Des diagnostics solides éclairent la formulation des politiques et le dialogue social en vue d'une reprise centrée sur l'humain, notamment en ce qui concerne l'impact des crises multiples et les mégatendances de l'avenir du travail dans l'économie rurale. Les diagnostics solides permettent également d'évaluer le bien-être des travailleurs ruraux et de leurs ménages au fil du temps, en particulier celui des plus vulnérables⁹⁹. Pour cela, il est important de tenir compte de la diversité des contextes ruraux dans le monde (des villes rurales aux zones montagneuses

reculées) et des groupes très divers qui vivent et travaillent dans les zones rurales¹⁰⁰.

À leur tour, des indicateurs opportuns et fiables, ventilés par zones rurales/urbaines, peuvent être utiles pour la planification et l'allocation des ressources, ainsi que pour les systèmes de suivi et d'évaluation qui permettent de tirer des enseignements des processus et d'optimiser l'utilisation des ressources. Des données ventilées par sexe et par âge permettraient d'adopter une optique plus inclusive dans l'analyse des données et l'élaboration de politiques fondées sur des preuves. Les interactions spatiales socio-économiques ainsi que les changements dans le temps, y compris par le biais de la cartographie des données numériques, peuvent également être pris en compte¹⁰¹.

Promouvoir la création d'emplois décents et la revitalisation économique des zones rurales

La promotion du travail décent dans l'économie rurale fait appel à un large éventail de politiques économiques qui affectent à la fois l'offre et la demande sur le marché du travail rural, ainsi que l'intermédiation entre les deux. Il est donc nécessaire de mettre en place des cadres globaux de politique de l'emploi qui englobent des politiques macroéconomiques favorables à l'emploi et qui tiennent compte des considérations de genre, des politiques sectorielles et d'investissement ainsi que des politiques du marché du travail¹⁰². **Les politiques de développement rural favorables à l'emploi** fournissent le cadre permettant aux économies rurales de promouvoir la création d'emplois, d'optimiser leur potentiel économique et de faire partie intégrante d'une reprise résiliente, inclusive et durable. Pour ce faire, des stratégies de développement rural intégrées qui placent le travail décent au cœur des préoccupations et encouragent les investissements en faveur de zones rurales plus connectées et plus dynamiques sont nécessaires.

La cohérence et la coordination des politiques sont d'une importance capitale pour la reprise et la transformation

⁹⁸ OIT, Promouvoir le dialogue social, 9.

⁹⁹ OIT, *Rural-Urban Labour Statistics*, 20^e Conférence internationale des statisticiens du travail, ICLS/20/2018/Room document 3/Rev.3, 2018.

¹⁰⁰ OCDE, *OECD Regional Outlook 2016: Productive Regions for Inclusive Societies*, 2016; OCDE, Rural Well-Being.

¹⁰¹ OIT, Rural-Urban Labour Statistics; OIT, *Enhancing the Knowledge Base to Support the Promotion of Decent Work in Rural Areas*, 2019.

¹⁰² W. Yadong, *From policy to results: Guidelines for implementation of national employment policies*, OIT, 2021, 5.

structurelle visant à promouvoir le travail décent dans l'économie rurale. Elles impliquent souvent une approche mobilisant l'ensemble des administrations, le renforcement des liens et de la collaboration entre les organismes publics dans tous les secteurs et à tous les niveaux de gouvernance, et un large dialogue national avec les partenaires sociaux et les autres parties prenantes. Étant donné que la plupart des réponses politiques seront multisectorielles, il est possible de tirer parti des synergies entre les secteurs de l'économie rurale et de faire en sorte que les mesures se complètent. Cela peut se faire tout en évitant d'éventuels compromis, l'objectif sous-jacent étant de promouvoir des politiques qui renforcent la résilience des économies rurales¹⁰³.

Les plans de reprise nationaux qui comprennent des **investissements** dans des secteurs et des zones économiques stratégiques sont essentiels pour stimuler le potentiel de création d'emplois décents inclusifs dans les économies rurales. Ces investissements auront un impact en termes de création d'emplois directs, indirects et induits. Ils contribueront également à rendre les zones rurales plus résilientes et plus attractives comme lieu de vie et de travail. L'investissement dans la transformation productive de l'agriculture devrait aller de pair avec des investissements dans les systèmes agroalimentaires, ainsi qu'avec la diversification économique vers des activités rurales non agricoles, telles que le commerce, la construction, l'exploitation minière, la foresterie ou le tourisme, entre autres. En outre, les économies rurales nécessitent de plus en plus d'investissements pour construire et entretenir les infrastructures afin d'améliorer l'accès à des services de qualité, notamment les services essentiels.

Encadré 2

Améliorer l'accès aux zones rurales par des investissements dans les infrastructures essentielles

Au Timor oriental, 70% de la population vit et travaille dans une zone rurale. Le secteur agroforestier présente un potentiel économique important. Pour exploiter ce potentiel, il est essentiel de remédier à l'accès limité aux routes rurales. Avec le soutien de l'UE et en collaboration avec la GIZ, l'OIT fournit des [liens commerciaux aux communautés agroforestières en améliorant l'accès aux routes rurales](#) construites

par des entrepreneurs formés à l'utilisation d'approches basées sur les ressources locales, créant ainsi des emplois et revenus décents dans les zones rurales. Quinze routes rurales ont été classées prioritaires et réhabilitées, et les entrepreneurs locaux ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités. Les communautés rurales reprennent vie et bénéficient de la création d'emplois directs dans le développement des infrastructures, notamment pour les femmes rurales, et d'un meilleur accès au marché pour les agriculteurs locaux. Plusieurs initiatives ont été lancées dans le but de mettre en œuvre des approches d'ingénierie verte et résiliente, telles que la bioingénierie, afin de protéger les zones présentant un risque élevé d'érosion et de glissement de terrain.

L'investissement dans la mobilité et la connectivité rurales, notamment l'électrification et les télécommunications, est une priorité stratégique pour un processus de reprise inclusif, car il contribue à l'emploi et au développement économique¹⁰⁴. Il est essentiel de garantir la connectivité numérique rurale pour remédier à l'isolement historique des zones rurales et réduire leur dépendance à l'égard des infrastructures physiques pour accéder aux informations et aux services. L'amélioration de la connectivité numérique permet également aux habitants des zones rurales d'étudier et de travailler à distance. Elle facilite également la vente en ligne depuis et vers les zones rurales. À cet égard, les partenariats entre zones rurales et urbaines sont de plus en plus utiles pour promouvoir la revitalisation des zones rurales et la création d'emplois¹⁰⁵.

La promotion d'une transition juste et l'écologisation de l'économie rurale sont essentielles pour la productivité, la croissance et le travail décent¹⁰⁶. Certaines économies rurales ont exploité les possibilités de création d'emplois verts dans les activités économiques fondées sur les ressources naturelles, notamment dans les services écosystémiques visant à limiter le changement climatique et de s'y adapter, tels que la purification de l'air et de l'eau, la biodiversité, la recharge des nappes phréatiques et l'atténuation des effets de serre. Ces investissements doivent être associés à des services de développement des compétences et de soutien afin de permettre aux communautés rurales d'exploiter le potentiel de cette transition vers une économie plus verte. Le développement des infrastructures vertes dans les économies

¹⁰³ ONU, *Notre programme commun*, 2021, 55.

¹⁰⁴ OCDE, Rural Well-Being, 188; Consejo Económico y Social España, «Informe 02/2021 Un medio rural vivo y sostenible».

¹⁰⁵ OCDE, Rural Well-Being.

¹⁰⁶ OIT, *Une transition juste*; OIT, *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous*, 2015.

rurales facilitera l'accès des petits agriculteurs aux énergies renouvelables et améliorera la productivité et la durabilité. Associés à un meilleur accès aux technologies numériques, ces investissements peuvent également faciliter la transition vers l'emploi formel¹⁰⁷.

► «Des systèmes alimentaires durables et une protection forestière solide pourraient générer plus de 2 000 milliards de dollars par an de profits économiques, créer des millions d'emplois et améliorer la sécurité alimentaire, mais aussi apporter des solutions aux changements climatiques.»

► ONU, *Notre programme commun*, 2021

L'**économie bleue** suscite beaucoup d'attention pour promouvoir la création d'emplois et améliorer la productivité dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture grâce à des systèmes résistants au climat, mais aussi en vue de remédier aux déficits de travail décent dans ces secteurs. Les possibilités de croissance bleue englobent l'amélioration des systèmes de pêche en mer et en eau douce, l'aquaculture, l'aquaponie et d'autres formes de production combinée aquaculture/agriculture. L'aquaculture et les activités connexes offrent un potentiel important de création d'emplois¹⁰⁸. La croissance bleue est particulièrement pertinente pour les pays où l'adaptation au changement climatique sera axée sur le renforcement de la résilience et l'amélioration de la gestion des risques de catastrophes dans les eaux marines et les zones côtières, ainsi que sur la prise en compte des multiples contraintes auxquelles sont soumises les eaux intérieures¹⁰⁹.

Accélérer la transition vers la formalité dans les économies rurales afin de renforcer leur résilience face à d'éventuelles crises futures. Pour ce faire, des approches globales, innovantes et intégrées qui incluent la création, la préservation et la formalisation des entreprises et des emplois décents sont nécessaires¹¹⁰. Des actions ciblées peuvent être prévues pour contrer le désavantage relatif des femmes et des jeunes dans les zones rurales. Les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs et, lorsqu'elles existent, les organisations représentatives des personnes travaillant dans l'économie informelle peuvent aider les travailleurs et les unités économiques de l'économie informelle¹¹¹. Les coopératives et autres organisations d'agriculteurs peuvent également constituer une étape vers la formalisation, car elles peuvent offrir un moyen accessible de reconnaissance juridique tout en favorisant l'entrepreneuriat rural et le développement des entreprises, la création d'emplois, en facilitant l'accès à la protection sociale ainsi que la représentation des producteurs et des travailleurs ruraux¹¹². Dans les zones rurales, les nouvelles technologies peuvent être intégrées aux efforts politiques visant à stimuler la formalité (formalité électronique)¹¹³. Les solutions numériques peuvent faciliter l'accès à la protection sociale et aux services essentiels, tels que les services financiers et commerciaux et les services sociaux, tout en facilitant l'enregistrement et la conformité¹¹⁴. Étant donné que la migration répond à d'importants besoins en main-d'œuvre dans l'économie rurale, notamment dans l'agriculture, il est important de concevoir et de mettre en œuvre efficacement des politiques de migration de main-d'œuvre dans les pays de destination qui répondent à ces besoins, afin de réduire l'informalité et la migration irrégulière.

Renforcer la productivité agricole pour créer des opportunités économiques dans les zones rurales. La productivité agricole mondiale devrait augmenter de 28% au cours de la prochaine décennie pour atteindre les ODD et respecter les engagements climatiques¹¹⁵. La promotion de pratiques agricoles plus durables et plus productives

¹⁰⁷ ONU, Investing in Jobs and Social Protection, 13.

¹⁰⁸ OIT, *L'avenir du travail dans l'aquaculture dans le cadre de l'économie rurale*, TMFWA/2021, 2021.-

¹⁰⁹ FAO, The Future of Food and Agriculture.

¹¹⁰ OIT, Les inégalités et le monde du travail; OIT, *Appel mondial à l'action en vue d'une reprise centrée sur l'humain qui soit inclusive, durable et résiliente pour sortir de la crise du COVID-19*, 2021.

¹¹¹ OIT, *Transitioning from the Informal to the Formal Economy*, ILC.103/V/1, 2014.

¹¹² OIT, *Transitioning from the Informal to the Formal Economy*, para. 148; OIT et FAO, Étendre la protection sociale aux populations rurales.

¹¹³ J. Chacaltana et V. Leung, *Transitioning to the formal economy through technology: The trends towards e-formality*, OIT, 10 mai 2019; S. Elder, *Is Asia ready for e-formalization?*, OIT, 25 mai 2021.

¹¹⁴ ONU, Investing in Jobs and Social Protection, 13; OIT, *Vers plus de justice sociale: façonner l'avenir du travail en Afrique*, 2019, para. 43.

¹¹⁵ OCDE et FAO, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2022-2031*, 2022.

alimentera les gains de productivité dans l'ensemble du système agroalimentaire et contribuera à la transition vers des systèmes agroalimentaires plus respectueux de l'environnement et plus inclusifs¹¹⁶. Pour cela, les services de vulgarisation agricole doivent être développés, notamment auprès des petits exploitants.

Promouvoir la création d'emplois décents par le biais d'entreprises agroindustrielles en aval et renforcer l'accès au marché des producteurs agricoles. Des opportunités apparaissent dans la transformation agroalimentaire, la logistique agroalimentaire, et le large éventail de services de distribution alimentaire. Bon nombre de ces opportunités se présentent lorsque les producteurs agricoles, notamment les petits exploitants, les jeunes et les femmes, peuvent compter sur les marchés pour accéder aux intrants et aux services essentiels à l'augmentation de leur productivité, et pour commercialiser et transformer leur production agricole, en particulier au niveau local¹¹⁷.

Permettre aux petites et moyennes entreprises (PME) agricoles de jouer un rôle majeur dans les systèmes agroalimentaires des pays en développement¹¹⁸. Les PME agricoles, ainsi que les coopératives et l'économie sociale et solidaire, peuvent renforcer la valeur ajoutée et l'accès au marché au niveau local et permettre de tirer parti des ressources et de l'expertise des communautés rurales¹¹⁹. Cependant, elles opèrent souvent dans l'économie informelle et peuvent subir des déséconomies d'échelle. Suite à la crise, il était vital d'assurer la continuité des activités des PME agricoles. Pendant la phase de reprise, un soutien ciblé peut être nécessaire pour favoriser leur transition vers la formalité et des opérations plus écologiques, et pour garantir les droits des travailleurs et l'accès à la protection sociale¹²⁰.

En même temps, l'accès aux services aux entreprises est essentiel pour la participation des PME agricoles aux systèmes agroalimentaires¹²¹. Les approches intégrées pour la fourniture de **services agricoles et agroindustriels** peuvent être efficaces à cet égard. Dans certains cas, des parcs agroindustriels ou des pôles agricoles sont mis en place dans le but fournir des services de vulgarisation aux agriculteurs, un accès aux équipements de production et aux installations de transformation, ainsi que pour faciliter l'accès au marché en faisant le lien entre les producteurs locaux et les marchés ruraux, urbains et internationaux¹²².

Rajeunir l'agriculture. Il sera essentiel d'exploiter le potentiel des systèmes agroalimentaires et des économies rurales pour créer des emplois décents pour les jeunes ruraux, compte tenu de la demande croissante de denrées alimentaires et des défis à venir en matière d'emploi des jeunes, mais aussi pour soutenir le renouvellement des générations dans l'agriculture et les zones rurales.

Pour exploiter le potentiel de l'économie rurale en faveur de l'emploi des jeunes, il faut investir dans la promotion de leur accès à des ressources tels que la terre, le développement des compétences, la protection sociale et la garantie de leurs droits au travail. Le but est de favoriser un environnement propice aux entreprises agricoles dirigées par des jeunes et de promouvoir une image positive de la vie agricole. Les jeunes qui disposent des compétences appropriées et d'un accès aux technologies modernes peuvent devenir les précurseurs de l'écologisation du secteur agroalimentaire en s'orientant vers des pratiques agricoles plus rentables et plus durables et en tirant parti des nouvelles technologies¹²³. Les jeunes agriculteurs peuvent bénéficier d'un meilleur accès aux coopératives et autres organisations rurales afin de

¹¹⁶ ONU, Notre programme commun, 59.

¹¹⁷ Ces services peuvent comprendre des distributeurs de matériaux d'emballage, des services d'inspection de la qualité des produits et de la santé des plantes et des animaux, ou des distributeurs d'intrants, notamment des distributeurs de machines, d'équipements et d'outils agricoles, de semences et de matériel de plantation, d'engrais, de pesticides et d'insecticides, de produits vétérinaires, de systèmes d'irrigation et d'équipements connexes, des banques pour l'intermédiation financière, des petits ateliers pour la réparation des équipements, ou des services de vulgarisation. Voir Felicity J. Proctor et Julio A. Berdegú, «[Food Systems at the Rural-Urban Interface](#)», Document de travail du RIMISP n° 194, 2016.

¹¹⁸ FEM, [The Future of Jobs Report 2018](#), 2018; FAO, [Promouvoir des emplois ruraux décents pour plus de sécurité alimentaire: Raisons d'agir](#), 2012.

¹¹⁹ OIT, [Transitioning from the Informal to the Formal Economy](#).

¹²⁰ OIT, [A Double Transition: Formalization and the Shift to Environmental Sustainability with Decent Work](#), 2022; ONU, [Investing in Jobs and Social Protection](#), 18-19.

¹²¹ E. Galvez-Nogales, «[Agro-based Clusters in Developing Countries: Staying Competitive in a Globalized Economy](#)», FAO [Agricultural Management, Marketing and Finance Occasional Paper](#) 25, 2010.

¹²² Proctor et Berdegú, «[Food systems at the rural-urban interface](#)», 16; Gálvez-Nogales, «[Agro-based Clusters in Developing Countries](#)», 7.

¹²³ Voir également OIT, [Youth in the Rural Economy: Unleashing the Potential of Rural Economies through Investment in Young People](#), 2017; FIDA, [Creating Opportunities for Rural Youth: 2019 Rural Development Report](#), 2019.

réaliser des économies d'échelle et de commercialiser leurs produits. En outre, à mesure que les entreprises agroalimentaires se développent, les possibilités d'emploi salarié pour les jeunes augmenteront également dans le domaine de la commercialisation, de la transformation alimentaire à petite échelle et de la vente au détail de produits alimentaires.

Étant donné que de nombreux jeunes ruraux risquent de devenir des NEET, les stratégies d'activation visant à stimuler leur employabilité peuvent combiner la formation professionnelle avec l'accès à l'apprentissage sur le tas et à la recherche d'emploi, les services de conseil, ainsi que les services de vulgarisation et de conseil aux entreprises et l'accès au financement. Par exemple, le coaching ou le mentorat pour les jeunes entrepreneurs agricoles est important pour améliorer le taux de réussite de leurs activités économiques. Les jeunes diplômés des universités agricoles peuvent travailler en tant que coaches certifiés¹²⁴. Il est essentiel de travailler pour et avec les jeunes. Une plus grande participation des jeunes ruraux aux organisations d'employeurs et de travailleurs peut renforcer leur implication dans les communautés rurales et les processus de dialogue social. Une attention particulière à l'autonomisation des jeunes femmes permettrait de remédier aux inégalités entre les genres¹²⁵.

Encadré 3

Promouvoir un avenir professionnel plus prometteur pour les jeunes ruraux grâce à des investissements et des partenariats

À Madagascar, avec le soutien de l'OIT, les autorités gouvernementales, les partenaires sociaux, la société civile, les jeunes et d'autres parties prenantes impliquées dans l'économie rurale ont élaboré un plan d'action national (PAN) visant à promouvoir le travail décent dans l'économie rurale (2017-2019). Le PAN mettait fortement l'accent sur la promotion des opportunités pour les jeunes ruraux, reconnaissant l'écart important entre les aspirations des jeunes et les opportunités d'emploi existantes dans les zones rurales. L'opérationnalisation du Plan d'action national pour le travail décent en milieu rural a progressé avec le soutien du gouvernement norvégien et du FIDA. L'OIT a fourni un soutien technique pour la promotion de l'entrepreneuriat rural et le développement des infrastructures par le

biais d'une approche mobilisant l'ensemble des administrations impliquant différents ministères (ministère de l'Agriculture, ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle). La collaboration avec le FIDA à Madagascar illustre également les progrès du partenariat pour la promotion du travail décent dans l'économie rurale au niveau national, avec une attention particulière pour les jeunes ruraux.

Poursuivre une relance porteuse d'une transformation en matière de genre dans les économies rurales pour favoriser l'autonomisation économique des femmes.

Les effets de la pandémie nous ont rappelé que les femmes jouent un rôle essentiel dans les systèmes agroalimentaires et l'économie rurale. Les femmes rurales étant confrontées à des défis multiples et souvent interdépendants, des efforts sont nécessaires sur de nombreux fronts, et tout dépendra des circonstances propres à chaque pays. La quête de l'autonomisation des femmes rurales et d'un programme de transformation pour l'égalité des genres comprend des domaines prioritaires tels que la création d'emplois décents pour les femmes rurales, la simplification de l'accès aux formations à l'entrepreneuriat, aux ressources productives, aux prestations de protection sociale, y compris les prestations de maternité, ainsi qu'aux services financiers et aux services aux entreprises. Pour alléger leur emploi du temps, il est important de continuer à améliorer l'accès aux infrastructures rurales, notamment l'eau et l'énergie, mais aussi les nouvelles technologies. Un accès adéquat aux installations et aux services de soins, ainsi qu'à une éducation de qualité, est crucial dans les zones rurales pour briser le cycle intergénérationnel de l'inégalité entre les sexes. La voix des femmes rurales doit être entendue pour que leurs besoins soient mieux pris en compte dans les réponses politiques en faveur de la prise.

¹²⁴ Voir African Youth Agripreneurs, «[Enabling Growth and Sustainability of Youth-led Agribusinesses across Africa](#)»; Clare Pedrick, «[Mentoring: a Helping Hand for Young Agripreneurs](#)», *CTA Blog*, 4 janvier 2018.

¹²⁵ OIT, [Travail décent pour les jeunes ruraux](#), 2019.

Encadré 4**Donner aux femmes les moyens de stimuler la transformation inclusive des économies rurales**

Dans la Moldavie rurale, [Viorica Anghel](#), une mère célibataire porteuse d'un handicap, a pu créer et gérer sa propre activité entrepreneuriale d'apiculture. Viorica est l'une des 882 bénéficiaires du [premier partenariat local pour l'emploi \(LEP\) dans le district de Cahul, dans la Moldavie rurale](#), un projet pilote financé par le compte supplémentaire du budget ordinaire (CSBO) de l'OIT. Lancé en avril 2019, le LEP de Cahul a rassemblé plus de 20 partenaires publics et privés aux niveaux national et local qui, avec l'aide de l'OIT, améliorent le marché du travail rural. Les LEP sont un exemple de dialogue social innovant et multisectoriel visant à promouvoir une transformation des économies rurales centrée sur l'humain, en mettant en avant des initiatives qui tiennent compte des considérations de genre et réalisables pour créer et formaliser des emplois. Les LEP aident également à identifier les opportunités de développement commercial pour les femmes, les jeunes et les personnes handicapées dans les zones rurales, ainsi qu'à catalyser les investissements et à renforcer les capacités des parties prenantes locales, y compris les partenaires sociaux.

Exploiter les possibilités de diversification de l'économie rurale. Les économies rurales économiquement diversifiées ne se limitent pas à l'agriculture et s'étendent à d'autres secteurs économiques tels que la foresterie¹²⁶, la pêche et l'aquaculture¹²⁷, l'exploitation minière, le tourisme¹²⁸, le commerce, la santé, l'éducation et les services. Les modèles de diversification peuvent contribuer à la prospérité et au bien-être des populations rurales¹²⁹. Ces modèles sont

fortement influencés par l'environnement agroécologique et l'économie locale. C'est pourquoi les politiques de soutien à la diversification économique rurale s'appuient sur les ressources propres à chaque région qui peuvent représenter un avantage concurrentiel absolu. Par exemple, l'investissement dans l'artisanat rural traditionnel peut être un moyen d'autonomisation économique des femmes artisans¹³⁰. Le tourisme durable et les industries créatives peuvent offrir de nombreuses possibilités de diversification économique et de création d'emplois dans les zones rurales¹³¹. De plus, en développant des clusters alimentaires, les synergies entre l'agriculture et le tourisme peuvent favoriser un secteur culturel et créatif dynamique dans les zones rurales. Ces secteurs peuvent redynamiser les économies rurales tout en respectant l'environnement et le patrimoine culturel et en augmentant l'attrait des zones rurales pour la jeune génération¹³².

Avancer vers une numérisation des zones rurales qui soit inclusive et contribue à renforcer la résilience. Si elles sont promues de manière inclusive, les évolutions technologiques peuvent apporter de très nombreuses opportunités à l'économie rurale. Par exemple, les progrès technologiques peuvent contribuer à accroître la productivité et la rentabilité de l'agriculture, ainsi qu'à atténuer et à prévenir les risques professionnels et les accidents dans le secteur de l'agriculture. Les contraintes liées aux ressources naturelles et les limites environnementales peuvent également être transformées en avantage en saisissant les chances offertes par les progrès technologiques et en basant le développement rural sur les technologies les plus récentes et les plus efficaces. Les innovations technologiques peuvent également être mises à profit afin de promouvoir la diversification économique des zones rurales. Dans le même temps, et comme dans d'autres secteurs, certains emplois peuvent être remplacés ou redéfinis par l'automatisation et l'intelligence artificielle. Dans certains cas, l'automatisation de certaines tâches manuelles au niveau des exploitations

¹²⁶ OIT, [Le travail décent dans la foresterie](#), 2019.

¹²⁷ OIT, [L'avenir du travail dans l'aquaculture](#), para. 3.

¹²⁸ OIT, [Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales](#), 2019.

¹²⁹ OCDE 2020, [Rural Well-being](#), 78. Voir également OIT, [Diversification économique de l'économie rurale](#), 2019.

¹³⁰ OIT, [Donner des moyens d'action aux femmes dans l'économie rurale](#), 2019.

¹³¹ OIT, [Le tourisme durable dans les régions rurales](#), 3; OIT 2021, [COVID-19 and employment in the tourism sector in the Asia-Pacific region](#), PNUD et CNUCED, [Creative Economy Report 2010: Creative Economy - A Feasible Development Option](#), 2010; N.J. Thomas, D.C. Harvey, et H. Hawkins, [«Crafting the Region: Creative Industries and Practices of Regional Space»](#), *Regional Studies* 47, n° 1 (2013): 75-88; E. Roberts et L. Townsend, [«The Contribution of the Creative Economy to the Resilience of Rural Communities: Exploring Cultural and Digital Capital»](#), *Sociologia Ruralis* 56, n° 2 (2016): 197-219..

¹³² N. Duxbury et H. Campbell, [«Developing and Revitalizing Rural Communities through Arts and Culture»](#), *Small Cities Imprint* 3, n° 1 (2011): 111-122.

agricoles pourrait accroître le besoin de travailleurs manuels hautement qualifiés. L'irrigation au moyen de pompes mécanisées permet souvent de faire pousser deux ou trois cultures de plus par an sur la même parcelle, ce qui augmente la demande de main-d'œuvre. Les services de location et de réparation de machines agricoles fournis par les coopératives et les entreprises privées créent des emplois de qualité et attirent les jeunes¹³³.

Toutefois, l'utilisation accrue des technologies numériques dans le monde du travail tend à atteindre plus lentement les zones rurales, au risque d'aggraver la fracture numérique. Il est important, plus particulièrement, de veiller à ce que les populations autochtones et tribales, les femmes, les jeunes, les petits exploitants agricoles et les travailleurs migrants ne soient pas négligés. À cet égard, les investissements susmentionnés dans la connectivité rurale doivent aller de pair avec un dialogue social sur l'utilisation des technologies, ainsi qu'avec des investissements dans la formation des travailleurs ruraux aux nouvelles technologies.

Faire des zones rurales des pôles d'innovation, attractifs pour les jeunes générations. Grâce à l'amélioration de la connectivité rurale et aux progrès technologiques, l'éloignement rural peut être surmonté et les économies rurales peuvent saisir l'occasion d'accéder à des services à distance, mais aussi de les fournir. Par exemple, les villages ruraux intelligents se développent grâce à leurs propres ressources et actifs tout en saisissant les occasions offertes par les centres multiservices et les technologies de l'information et de la communication (TIC)¹³⁴ pour faciliter l'accès aux services aux entreprises et aux solutions numériques pour les entreprises rurales, y compris les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), afin qu'elles puissent vendre leurs produits et services. Les travailleurs ruraux peuvent également bénéficier de l'amélioration de l'accès aux services sociaux et d'emploi, ainsi que des possibilités de développement des compétences. Grâce à l'amélioration de la connectivité des TIC dans les zones rurales, il est possible de travailler sur des plateformes en ligne, ce qui permettrait aux travailleurs qualifiés d'accéder à des emplois sur le marché mondial du travail¹³⁵. En définitive,

ces efforts contribuent à donner une image plus dynamique et plus positive des zones rurales.

Développer l'économie des soins pour rendre les zones rurales plus attrayantes et dynamiques. La pandémie a mis en évidence la nécessité de soutenir les systèmes de soins. Et, à plus long terme, l'accès aux soins aux personnes âgées sera de plus en plus nécessaire dans de nombreux pays en raison du vieillissement des populations. De nombreux travailleurs vivant dans des zones rurales peuvent être amenés à faire des kilomètres pour bénéficier de services de soins, ce qui peut poser des problèmes supplémentaires en termes d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. En revanche, la demande accrue de services sociaux et de soins dans les zones rurales pourrait favoriser la création d'emplois et d'entreprises¹³⁶. Pour ce faire, il faudra sans doute soutenir davantage les institutions locales et encourager l'entrepreneuriat privé et la création d'emplois dans la prestation de services de soins de qualité dans de nombreuses zones rurales¹³⁷. En outre, le travail de soins non rémunéré constitue l'un des principaux obstacles à la participation des femmes au marché du travail. L'économie des soins peut donc favoriser l'émancipation économique des femmes dans les zones rurales en soutenant leur participation au marché du travail et le développement de l'esprit d'entreprise. Pour faire progresser l'économie des soins dans les zones rurales, il faut garantir l'accès à des conditions de travail décentes pour les travailleurs sociaux¹³⁸.

Stimuler le développement des compétences et soutenir des transitions décentes

Investir dans une main-d'œuvre rurale qualifiée. Les programmes de développement des compétences et les mesures visant à améliorer l'employabilité peuvent aider les travailleurs ruraux à faire face à l'évolution des défis du monde du travail¹³⁹. De nombreux travailleurs ruraux pourraient avoir besoin d'aide pour faire face aux transitions du marché du travail, car les changements en cours dans les économies rurales entraîneront le déplacement de certains travailleurs occupant certaines professions dans certains

¹³³ W. Cunningham et O. Pimhidzai, *Vietnam's Future Jobs: Leveraging Mega-Trends for Greater Prosperity*, Banque mondiale, 2018.

¹³⁴ Voir REDR, *Portail «Villages intelligents»* ; UIT, *Villages intelligents*.

¹³⁵ OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde 2021: Le rôle des plateformes numériques dans la transformation du monde du travail*, 2021.

¹³⁶ FAO, *The Future of Food and Agriculture*.

¹³⁷ OIT, *Les Femmes au Travail, Tendances 2016*, 2016; OIT, *Donner des moyens aux femmes dans l'économie rurale*.

¹³⁸ OIT, *Prendre soin d'autrui: Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*, 2018.

¹³⁹ OIT, *Résolution concernant les compétences et l'apprentissage tout au long de la vie*, CIT, 109^e session, 2021.

secteurs, tout en créant de nouvelles opportunités dans d'autres¹⁴⁰. Dans le secteur de l'agriculture, le passage des cultures de base à des produits à forte valeur ajoutée et à des produits transformés peut modifier radicalement les compétences et les exigences professionnelles, le niveau de rendement et la qualité de l'emploi. Dans des économies rurales plus diversifiées, des possibilités d'emploi apparaissent dans des professions et des secteurs plus variés. Ces investissements peuvent être particulièrement utiles pour permettre aux jeunes générations de prospérer et de débiter leur vie professionnelle productive dans les zones rurales. La formation continue et le perfectionnement des travailleurs gagneront en importance pour les entreprises rurales, et leur permettront de saisir de nouvelles opportunités sur des marchés de plus en plus dynamiques.

Il est nécessaire de promouvoir un accès plus équitable et plus efficace aux compétences et à l'apprentissage tout au long de la vie dans de nombreuses zones rurales. Outre la formation de proximité¹⁴¹, les possibilités d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) peuvent être renforcées, en identifiant et anticipant les besoins en compétences sur les marchés du travail ruraux. Les politiques actives du marché du travail et les services publics de l'emploi (SPE) peuvent aider les travailleurs à se former et se perfectionner pour conserver leur emploi ou en changer¹⁴².

À mesure que la connectivité numérique rurale s'améliore, les technologies numériques peuvent ouvrir l'accès à davantage de possibilités de formation et permettent de surmonter les contraintes de temps et de ressources grâce à des parcours d'apprentissage plus flexibles et adaptés. La crise du COVID-19 a entraîné l'utilisation de la technologie pour renforcer la présence et la prestation des services publics de l'emploi. Ces progrès peuvent renforcer la capacité des SPE dans les zones rurales¹⁴³.

S'attaquer aux obstacles à l'extension de la couverture de la protection sociale dans les zones rurales. La crise a incité les gouvernements à intensifier leurs efforts et à surmonter progressivement les obstacles financiers, administratifs et

juridiques (entre autres) qui entravent l'accès des personnes à la protection sociale, y compris dans les zones rurales¹⁴⁴. Il est essentiel de lier les politiques d'emploi et de développement rural aux politiques de protection sociale pour lutter contre l'insécurité économique et les inégalités préexistantes et systémiques dans l'accès à la protection sociale des travailleurs ruraux et de leurs familles¹⁴⁵. Compte tenu de l'évolution rapide du monde du travail et du processus de transition juste qui peut conduire à des régimes de travail de plus en plus diversifiés sur les marchés du travail ruraux, il sera essentiel de garantir une protection sociale adéquate aux travailleurs, quel que soit leur statut, afin d'aider les travailleurs ruraux à passer d'un emploi salarié à un emploi indépendant, d'une entreprise et d'un secteur de l'économie à l'autre ou d'un pays à l'autre.¹⁴⁶ Pour accroître la résilience des entreprises et des travailleurs ruraux face aux crises actuelles et futures, les systèmes de protection sociale, par le biais d'une combinaison de mécanismes contributifs et non contributifs, doivent permettre un accès universel à une protection complète et adéquate, être durables, tenir compte des risques et des crises, et intégrer une approche qui tienne compte des considérations de genre, du handicap et du cycle de vie¹⁴⁷.

Encadré 5

Un régime d'assurance sociale innovant pour étendre la protection aux travailleurs ruraux

La concrétisation de la couverture universelle de la protection sociale en Équateur dépend de l'importance relative de l'économie rurale sur le marché du travail. Le gouvernement équatorien a étendu la protection sociale aux travailleurs agricoles indépendants, aux pêcheurs artisanaux et à leurs familles par le biais de l'assurance sociale des paysans (Seguro Social Campesino, SSC). La SSC couvre près de 1,1 million de personnes (6,13% de la population),

¹⁴⁰ FEM, *The Future of Jobs* 2018; OIT, *Promouvoir le travail décent pour les travailleurs ruraux qui sont au bas de la chaîne d'approvisionnement*, 2019.

¹⁴¹ OIT, *Formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales (TREE)*, Note technique, 2017.

¹⁴² ONU, *Investing in Jobs and Social Protection*, 16-17.

¹⁴³ ONU, *Investing in Jobs and Social Protection*, 13.

¹⁴⁴ OIT et FAO, *Étendre la protection sociale aux populations rurales*; OIT, *Extending Social Security Coverage to Workers in the Informal Economy: Lessons from International Experience*, 2021.

¹⁴⁵ DAES de l'ONU, *World Social Report* 2021.

¹⁴⁶ OIT, *Étendre la protection sociale à l'économie rurale*, 2019; OIT, *Rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022: La protection sociale à la croisée des chemins – bâtir un avenir meilleur*, 2021.

¹⁴⁷ ONU, *Investing in Jobs and Social Protection*, 26.

dont 378 000 sont les cotisants et 644 000 sont les personnes à leur charge. Basée sur le principe de solidarité, la SSC est financée par les cotisations des employeurs et des travailleurs couverts par le régime général, la contribution obligatoire des compagnies d'assurance publiques et privées intégrées au système national de sécurité sociale, les cotisations de l'assuré à la SSC et par une subvention gouvernementale. Grâce à cette structure de financement, les travailleurs dont la capacité de cotisation est faible peuvent bénéficier de l'assurance sociale. La SSC se caractérise par une structure de service intégrale, grâce à laquelle elle jouit d'une forte présence régionale. Autour de la SSC, les organisations et fédérations rurales ont été renforcées. La SSC démontre que, grâce à des innovations dans la conception, la mise en œuvre et le financement des régimes, il est possible d'étendre la protection sociale aux travailleurs ruraux¹⁴⁸.

Renforcer l'attention accordée à la promotion et à la garantie des droits au travail. Associées à des mécanismes appropriés de couverture et d'application du droit du travail, une administration et une inspection du travail solides contribuent à la mise en œuvre de la législation nationale et à la conformité du lieu de travail dans les zones rurales, notamment en ce qui concerne la liberté d'association et la négociation collective¹⁴⁹. Il est nécessaire d'élaborer des politiques nationales intégrées visant à promouvoir des mesures actives en vue de la création, de la croissance et du fonctionnement des organisations de travailleurs ruraux, sur la base de l'ensemble des lignes directrices contenues dans la recommandation (n° 149) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975¹⁵⁰. Les inspecteurs du travail peuvent jouer un rôle dans la sensibilisation et l'éducation des travailleurs ruraux, des employeurs et des communautés rurales en général sur leurs droits et obligations. Dans certaines

régions, il peut être nécessaire d'améliorer le champ d'action et les capacités de l'administration du travail dans les zones rurales et d'améliorer l'accès aux services qu'elle fournit, notamment en favorisant la coordination avec les services de vulgarisation agricole et en exploitant les progrès des technologies de l'information et de la communication¹⁵¹. Les initiatives en faveur d'un recrutement équitable dans le cadre d'une stratégie plus large de lutte contre l'exploitation du travail et le travail forcé dans le secteur de l'agriculture permettent de solliciter la contribution de nombreux acteurs¹⁵².

Mettre fin au travail des enfants dans le secteur de l'agriculture. Il s'agit de l'une des cinq priorités de l'Appel à l'action de Durban sur l'élimination du travail des enfants 2022¹⁵³. Dans un contexte de crises multiples, les réponses d'urgence peuvent prévenir les pertes aiguës de moyens de subsistance et les lourdes charges économiques qui peuvent entraîner le travail des enfants. Ces réponses devront être alignées sur les stratégies à long terme visant à éliminer le travail des enfants dans le secteur de l'agriculture. Pour ce faire, des réponses politiques intégrées et fondées sur les droits, notamment l'accès universel à la protection sociale¹⁵⁴, aux services de santé et d'éducation, l'application des normes de SST et des droits du travail, la liberté d'association et la garantie de l'égalité des genres, entre autres, sont nécessaires¹⁵⁵.

Garantir la sécurité et la santé au travail aux travailleurs des économies rurales est crucial. Les systèmes de gestion de la SST englobant la législation en vigueur pour tous les secteurs économiques ruraux, y compris l'agriculture, ainsi que la promotion d'une culture nationale préventive de la SST ont un rôle clé à jouer (voir encadré). Il est également important de veiller à ce que les travailleurs agricoles aient accès à des équipements de protection individuelle, à une formation et à des informations adéquates. En cas d'épidémie future, sur la base d'une évaluation des risques et en fonction

¹⁴⁸ F. Durán Valverde et L. Cotinguiba, Ecuador: Farmers' social insurance dans *100 Years of Social Protection: The road to universal social protection systems and floors – Volume 2*, OIT; 2022.

¹⁴⁹ OIT, *Droits au travail dans l'économie rurale*, 2019.

¹⁵⁰ OIT, Donner une voix aux travailleurs ruraux, para. 328.

¹⁵¹ OIT, Le COVID-19 et ses répercussions sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; OIT, *Principes généraux et directives opérationnelles concernant le recrutement équitable et Définition des commissions de recrutement et frais connexes*, 2019.

¹⁵² OIT, *Pratiques prometteuses de recrutement équitable: Plan d'action national italien de lutte contre l'exploitation de main-d'œuvre, le recrutement illégal et le travail forcé dans l'agriculture*, 2021.

¹⁵³ *L'appel à l'action de Durban sur l'élimination du travail des enfants*, 5^e Conférence mondiale sur l'élimination du travail des enfants, 2022.

¹⁵⁴ OIT et UNICEF, *Le rôle de la protection sociale dans l'élimination du travail des enfants: Examen des données probantes et implications politiques*, 2022.

¹⁵⁵ OIT, Ending Child Labour by 2025, 13.

des spécificités des opérations, des locaux et du type de travail, les mesures visant à atténuer les risques pour la sécurité et la santé pourraient inclure une réorganisation pour garantir une distance physique sûre tout en assurant l'accès à l'eau potable et à des installations sanitaires adéquates, entre autres mesures de contrôle¹⁵⁶.

► «Pour sauver des vies et protéger la santé publique, les moyens de subsistance des personnes et la sécurité alimentaire, il sera indispensable de garantir la sécurité et la santé, ainsi que de meilleurs revenus et une meilleure protection de tous les travailleurs de l'agroalimentaire, des producteurs primaires à ceux qui participent à la transformation, au transport et à la vente au détail des aliments, y compris les vendeurs d'aliments sur la voie publique.»

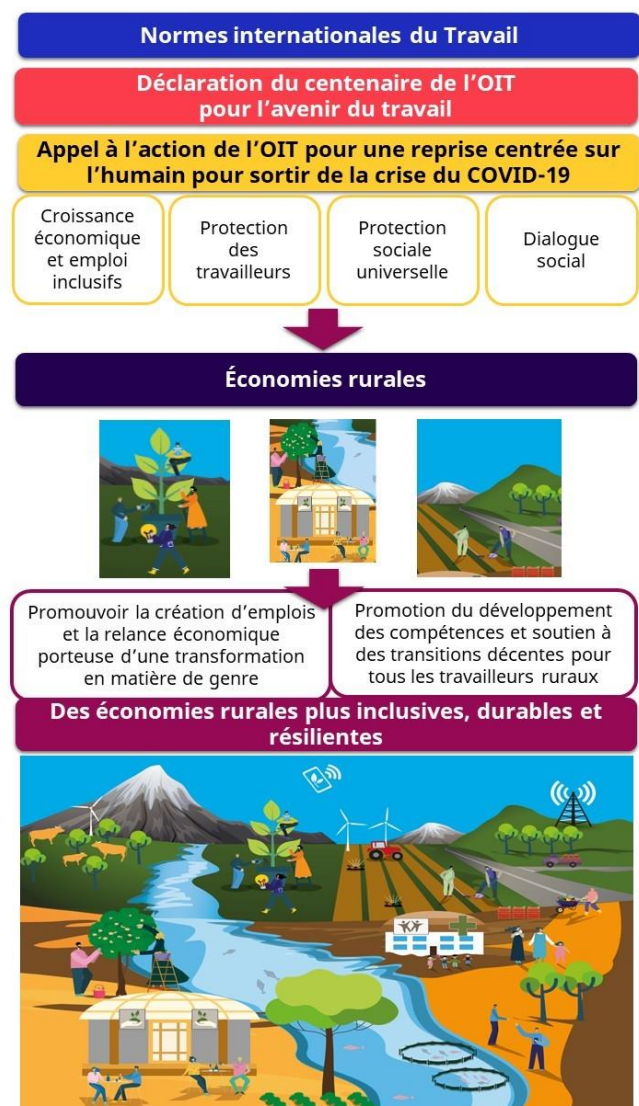
► OIT, FAO, FIDA et OMS, *Impact of COVID-19 on People's Livelihoods, their Health and our Food systems*, 2020

Encadré 6

Normes internationales du travail sur la SST et le secteur de l'agriculture

Consciente de l'importance vitale de la SST, la 110^e Conférence internationale du Travail a ajouté le principe d'un environnement de travail sûr et sain aux principes et droits fondamentaux au travail de l'OIT. Les nouvelles conventions fondamentales seront la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, et la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006. Tous les États membres s'engagent à respecter et à promouvoir le droit fondamental à un environnement de travail sûr et sain. À cet égard, il est important de souligner que les NIT sur la SST

fournissent un cadre normatif pour le développement de la législation, des politiques et des pratiques nationales en matière de SST. Les systèmes nationaux de gestion de la SST englobant tous les secteurs devraient être complétés par une culture préventive de la SST dans le secteur agricole, conformément à la convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001, et à la recommandation n° 192 qui l'accompagne. En outre, le recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans l'agriculture (2011) fournit des conseils sur l'application des conventions pertinentes de l'OIT, y compris des stratégies appropriées pour faire face aux nombreux risques pour la SST rencontrés dans l'agriculture.



¹⁵⁶ OIT, *Le COVID-19 et ses répercussions sur l'agriculture et la sécurité alimentaire*, 4; OIT, *Practical guide for the Prevention and Mitigation of COVID-19 in Agriculture*, 2020.

► Le soutien de l'OIT pour une reprise des économies rurales centrée sur l'humain

Il est impératif de redoubler d'efforts pour créer des opportunités de travail décent dans les économies rurales. Cette initiative doit faire partie intégrante des stratégies visant à renforcer la résilience face aux crises futures et à mettre le cap sur le développement durable.

L'OIT a acquis une longue expérience et dispose de nombreux outils et travaux dans le domaine de la promotion du travail décent dans l'économie rurale. Plus récemment, la [Déclaration du centenaire de l'OIT](#) et l'[Appel à l'action de l'OIT en vue d'une reprise centrée sur l'humain](#) soulignent l'importance de renforcer la capacité des mandants à remédier aux déficits de travail décent par le biais de politiques et d'investissements, notamment dans les secteurs stratégiques, ainsi que de promouvoir la ratification et la mise en œuvre des normes internationales du travail en vigueur.

Sur cette base, l'OIT peut aider les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs à progresser dans bon nombre des actions décrites dans cette note pour répondre aux conséquences immédiates de la crise et pour construire une transformation plus résiliente, durable et inclusive des économies rurales. En outre, en tirant les leçons des crises précédentes, il convient de saisir les opportunités visant à renforcer la résilience et à mieux anticiper et répondre aux impacts potentiels des crises mondiales à grande échelle sur les économies rurales, et veiller ainsi à ne négliger personne.

Par son travail au niveau des pays, l'OIT apporte un soutien technique à l'élaboration de mesures politiques qui favorisent

le travail décent dans l'économie rurale, conformément aux normes internationales du travail en vigueur, ainsi qu'au renforcement de la capacité de mise en œuvre des mandants. L'OIT collabore avec les mandants dans le but d'améliorer les cadres juridiques et institutionnels pertinents, notamment en renforçant les mesures de SST et l'inspection du travail dans les secteurs clés de l'économie rurale. Par ailleurs, les efforts portent également sur l'élargissement de l'accès des travailleurs ruraux à la protection sociale et sur la promotion du développement des compétences dans les zones rurales, notamment par le biais d'outils numériques, en particulier pour les jeunes et les femmes. L'OIT soutient la conception et la mise en œuvre de programmes visant à améliorer la productivité et la durabilité dans le secteur de l'agriculture, ainsi que le développement de l'esprit d'entreprise et la formalisation des entreprises dans les secteurs de l'économie rurale. Des efforts doivent également être réalisés dans l'écologisation de l'économie rurale et le programme d'investissement favorisant l'emploi, qui sont tous deux cruciaux pour un développement rural inclusif et durable.

Au niveau mondial, l'OIT entreprend des recherches orientées vers l'élaboration de politiques sur les questions socio-économiques relatives à l'avenir du travail dans les secteurs de l'économie rurale. Ces recherches fournissent aux mandants des orientations efficaces et pertinentes pour les processus d'élaboration des politiques. Les travaux de l'OIT visant à promouvoir le travail décent dans l'économie rurale accordent une attention particulière au renforcement du dialogue social et au développement des capacités, notamment par le développement des capacités des agences gouvernementales ainsi que des organisations de travailleurs et d'employeurs sectoriels et ruraux. En outre, compte tenu des défis auxquels sont confrontées de nombreuses économies rurales dans le monde pour renforcer leur résilience, l'OIT renforce les liens avec les principaux partenaires de développement pour faire progresser la cohérence des politiques et l'exécution des programmes, en s'appuyant sur les avantages comparatifs.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le [site Web de l'OIT sur l'économie rurale](#)

Coordonnées

Organisation internationale du Travail
Route des Morillons 4
CH-1211 Genève 22
Suisse

E: sector@ilo.org